



Compte-rendu du Comité National des 9 et 10 janvier 2019

Présent-es pour les structures nationales/Fédérations : Sud PTT, Sundep Solidaires, Solidaires Intérim, Sud Commerces et Services, Sud Autoroutes, Sud Industrie, Unirs, Solidaires Douanes, Solidaires CCRF et SCL, Sud Banques, Sud CT, Solidaires Finances Publiques, SNABF Solidaires, Sud Cam, Sud Cultures et Médias Solidaires, Solidaires RATP, Solidaires Jeunesses et Sports, SNJ, Sud Education, Sud Recherche EPST, Sud Protection Sociale, Sud FPA, Sud Energie

Pour les Solidaires locaux : 74, Guadeloupe, Réunion, 71, 22, 69, 89, 54, 88, 27, 62, 14, Auvergne, Var, 44, 56, 91, Mayotte, 66, Alsace, 78, 76, 82, 13, 75, 05, 38

Nombre total de personnes présentes (hors SN) : 68

Nombre de femmes : 19 soit 28%

Nombre d'hommes : 49 soit 72%

Ordre du jour

1. Situation sociale et mobilisations - 10h/12h30
2. AG CEFI - 14h/16h00
3. L'affaire du siècle - 16h15/16h45
4. Communication - 16h45/17h30
5. Budget 2019 - 9h/11h
6. Solidaires locaux - 11h15/12h00 : validation et thèmes prochaines rencontres
7. Congrès Solidaires de 2020 - 13h30/15h : Validation du lieu
8. Journées « stratégie » - à partir de 15h - Les suites liées aux précédentes : proposition de calendrier / débats

Rappel : Vous pouvez retrouver le calendrier, les convocations (+documents préparatoires) et les comptes-rendus des Comités et Bureaux nationaux dans l'espace privatif du site Internet de Solidaires à l'adresse : <http://www.solidaires.org/-Comptes-rendus-du-Bureau-national-et-du-Comite-national>

1. Situation sociale

Nous proposons que la discussion porte sur les interrogations soulevées dans le texte concernant l'orientation à venir.

La situation politique et sociale est inédite. Les déclarations et mesures annoncées par le gouvernement n'ont pas été de nature à calmer la contestation sociale.

Le refus du gouvernement de remettre en cause le fond de sa politique néolibérale, de privilège pour les riches et les grandes entreprises, de mépris social et anti-démocratique s'est doublé d'une volonté répressive à nouveau confirmée par les dernières interventions.

Les milliers de personnes qui se sont mobilisées font l'expérience de la lutte collective souvent pour la première fois, de la confrontation avec la police, tout cela pouvant produire une politisation en accéléré. C'est un retour de la confrontation de classe, tout en étant une mobilisation qui touche des couches sociales très diverses : salarié-es mais pas que, nombreux-ses retraité-es...

Ce mouvement est aussi important par sa durée et le soutien populaire qu'il rencontre, et semble vouloir continuer après cette période de la fin d'année.

Quelles qu'en soient les suites : crise politique ou non, ce mouvement va profondément marquer la suite de la situation sociale. Nous avons décidé dans ce contexte de ne pas nous rendre aux vœux de la ministre du travail (il semble que tous les vœux présidentiels aient été annulés hors ceux pour les armées).

Le caractère très marqué d'une mobilisation inscrite dans les régions est un élément à prendre en compte.

Dans ce contexte les organisations syndicales ont réagi de façon catastrophique : condamnation d'un mouvement qu'elles n'ont pas lancé, demande de négociation pour une mobilisation pour laquelle elles n'ont rien fait, condamnation des violences... des manifestant-es. Si notre Union syndicale n'a pas arrêté un positionnement tranché au début de ce mouvement dont la nature et le revendicatif pouvaient interroger, nous n'avons pas accompagné l'appel au « calme » comme les autres syndicats, mais nous avons choisi de nous associer à ces mobilisations quand c'était possible et sur nos propres bases. Et plusieurs fédérations et solidaires locaux ont mis à disposition l'outil que constitue le syndicat. **La question de la participation aux manifestations est toujours posée différemment selon les villes, en fonction des contacts que nous avons pu prendre, de la présence ou non dans les rangs des gilets jaunes de groupes d'extrême droite identifiés... Il s'agit d'un élément important pour notre capacité à être ou non partie prenante des mobilisations en cours.**

Aujourd'hui la réponse gouvernementale est : débat public et répression.

Pour les gilets jaunes et pour nous les questions sociales et fiscales ne sont pas réglées

- la question de l'ISF demeure une revendication, la suppression de l'augmentation de la CSG, le CICE... questions que nous portons depuis des années mais qui rencontrent aujourd'hui un écho large.
- de véritables hausses de salaires, du smic, des minimas sociaux
- l'accès aux services publics, éducation, santé, transports, au logement
- la mise en place d'une réelle transition écologique,
- la question de l'égalité des droits pour le monde du travail dans son entier avec ce que cela implique en termes de lutte contre les discriminations sexistes et raciales qui sont des questions sur lesquelles nous continuons à travailler.

Nous devons porter ces questions partout où nous le pouvons : dans les manifestations avec des pancartes, dans les débats avec les gilets jaunes, avec nos partenaires habituels.

Des cahiers revendicatifs et/ou de doléance ont commencé à être rédigés. **Nous pouvons nous inscrire dans cette démarche sous des formes diverses :**

- **En interpro en essayant au maximum d'en faire un débat large et en prise sur la mobilisation,**
- **Dans nos entreprises, services et administrations en relayant cette démarche et en en faisant un ressort pour poser les questions salariales, d'emploi, de justice fiscale pour lesquelles nos arguments peuvent être plus entendus... A ce titre la période des négociations salariales est particulièrement importante pour engager ces démarches revendicatives et de mobilisation.**

Le matériel revendicatif qui a été diffusé à l'automne reste disponible et est un excellent support pour affirmer nos revendications et positions. A l'opposé le cadre du grand débat ne nous semble pas pertinent. **Sommes-nous en capacité d'articuler le travail dans nos implantations, ce que nous faisons avec les mouvements sociaux et là où c'est possible les gilets jaunes, pour porter nos questions, propositions et revendications ?**

Sur les questions démocratiques

Pour le gouvernement, le grand débat est la réponse à tout. Il est clair que ça ne sera pas la réponse à tout (les directives et les couacs... n'en finissent pas d'en relativiser la portée). **Nous avons intérêt quelles que soient les formes de ce débat et la façon dont les personnes mobilisées décideront ou non de s'en saisir, à prendre l'initiative nous aussi de débattre, là aussi avec nos partenaires habituels (Attac par exemple) mais en cherchant la confrontation et le débat les plus larges en phase avec la mobilisation.**

La question du RIC est « la réponse » démocratique avancée par un certain nombre de personnes. Elle est la réponse immédiate à l'exigence portée dans les manifestations « Macron démission », et peut se remplir de toute une série d'autres contenus y compris en étant manipulée (par exemple la question du mariage pour tous lors de la consultation du CESE). **Si pour nous un référendum ne saurait résumer la solution à la crise démocratique et au souhait d'une véritable participation aux décisions, voire à la gestion de la société en particulier pour ce qui concerne la démocratie dans le monde du travail, le référendum d'initiative citoyenne peut être un instrument sous certaines conditions (qui pose les questions, combien de personnes...).**

Sur la répression

D'intervention en intervention, le gouvernement tente de répondre par la menace au maintien de la mobilisation. La dernière annonce d'une loi « anti-casseurs » (référence explicite à la loi contre les manifestations des sidérurgistes en 1979) risque d'avoir le même effet même si elle aura des conséquences concrètes aujourd'hui contre les manifestations mais demain contre toute manifestation de travailleurs et travailleuses. Il est à noter que les procureurs eux mêmes ont récemment protesté contre les pressions des préfets.

Il n'empêche que la légitimité de ces mesures n'apparaît pas comme naturelle comme en attestent de nombreuses réactions : manifestations à genoux en soutien aux lycéen-nes de Mantes la jolie, cagnotte de soutien à Christophe Dettinger le boxeur... Ces mesures s'inscrivent dans la suite d'autres mesures très répressives sur d'autres types d'action et d'autres types de sujets : Bure, Briançon...

Nous travaillons actuellement à un appel qui vise à regrouper ces différents combats contre la répression. Et la question d'une action en amont comme au moment des débats si la loi est présentée en février comme annoncée, est une nécessité : il convient d'insister auprès des salarié-es (et plus largement) sur le nombre de violences exercées par l'Etat via sa police dans les dernières mobilisations et faire le lien avec la liberté fondamentale de pouvoir réagir dans la rue... sans passer par la « case prison ».

Nous relançons nos propositions en direction de l'ensemble des syndicats

Même si nous n'avons pas d'illusions sur certains d'entre eux (CFDT et son positionnement en défense du gouvernement), c'est aussi un moyen d'assumer un positionnement sur ce que devrait faire le mouvement syndical dans son ensemble. Nous proposons donc de relancer une demande d'intersyndicale.

C'est particulièrement important de travailler en ce sens avec plusieurs objectifs :

- enfoncer le clou sur les derniers jugements concernant les indemnités prud'homales en lien avec la loi travail.
- dénoncer et remettre en cause le décret concernant le contrôle des chômeurs et chômeuses (voir communiqué) sur lequel nous proposons de regarder s'il est possible d'engager un recours juridique en lien avec les associations.
- remettre en cause le programme des réformes gouvernementales sur 3 questions essentielles : chômage, retraites sujet sur lequel le positionnement des organisations syndicales peut bouger (CGC), fonction publique (dans la fonction publique, l'intersyndicale FP qui se réunit ce vendredi examine la possibilité de construction d'un déroulé de mobilisations autour de la question des services publics et de la fonction publique, à articuler bien entendu avec la mobilisation interpro, néanmoins le fait que les 9 organisations y soient présentes n'augure pas d'une décision favorable). Sur toutes ces questions nous devons continuer à fournir des explications car elles peuvent aujourd'hui être mieux entendues (à preuve ce que nous avons dit depuis des années sur le CICE, l'ISF, la justice fiscale...) et exiger l'arrêt des réformes en cours tout en présentant nos propositions alternatives.

Une plateforme intersyndicale avait été réalisée « c'est quoi ce travail » fin 2016, nous proposerons à la CGT, la FSU, FO et aux organisations de jeunesse de reprendre le travail d'actualisation.

A noter que la CGT a annoncé une journée d'action au début ou mi-février mais nous n'avons pour l'instant aucune proposition de cette dernière sur une préparation unitaire

La situation est favorable à l'expression et la mobilisation de nombreux mouvements sociaux en lien ou non avec les gilets jaunes

- cela a été le cas avec les mouvements lycéens et étudiants, il faudra être attentifs à la possibilité de reprise de mobilisations

- les mobilisations climat vont connaître de nouvelles échéances. Les mobilisations climats commencées dès septembre n'ont cessé de croître même si peu relayées par les médias, focalisé sur les GJ. Les marches du 8 décembre ont marqué un pallier dans ces mobilisations avec 175 000 personnes dans 130 villes et plusieurs lieux de convergence avec la GJ avec des revendications très claires sur la justice sociale et l'urgence climatique. De nouvelles mobilisations sont en préparation : une nouvelle date est en préparation vers les 15 et 16 mars, autour de la grève internationale des étudiants/collégiens/lycéens pour le climat annoncé le 15 mars et autour du dépôt officiel du recours de l'Affaire du siècle (bientôt 2 millions signatures) vers la mi-mars. Pour construire cette nouvelle échéance en lien avec les groupes locaux de citoyen-es auto-organisé-es via les réseaux sociaux, une journée est prévue le 27 janvier sur le mode agora sur des places publiques (par exemple [à Paris](#) et [Lyon](#)). Le groupe inter-organisation en lien avec les groupes autogérés se réunissent le 11 janvier pour avancer sur le format et les messages des prochaines mobilisations.

- le 8 mars échéance que nous préparons chaque année en proposant la grève, se tiendra dans un contexte où les femmes sont nombreuses dans les mouvements sociaux actuels. Un texte d'appel se prépare (discussion et finalisation mi-janvier) avec cette année un appel unitaire à une « grève féministe » (et non plus « pour les droits des femmes » comme les années précédentes). Du matériel comme une préparation interne (journées « 8 mars toute l'année ») sont en cours. Des notes parviendront aux équipes sur l'état de la préparation unitaire.

- les manifestations antiracistes et en particulier le 18 décembre, l'écho de notre vidéo sur les travailleurs et travailleuses sans papier (nombreuses demandes de contact) doivent nous faire

prendre une place encore plus importante dans la préparation des prochaines échéances. Cela passe par nos capacités de soutien syndical aux situations individuelles mais aussi d'organisation plus collective, de participation aux manifestations... La commission immigration et les camarades qui organisent les permanences à Paris peuvent être un soutien sur ces questions.

- les mobilisations antifascistes dans le contexte sont essentielles avec plusieurs échéances à Lyon (février) ou Bordeaux (avril).

- la question du travail et des conditions de travail va revenir au premier plan avec le procès de l'ex PDG de France télécom suite aux suicides qui aura lieu à partir du mois de mai.

Solidaires 63 : Sur le mouvement des Gilets Jaunes, il semble qu'une difficulté vient du fait que le gouvernement et les médias ont réussi pour l'instant à transformer le mouvement social en un problème d'ordre public. Cela pèse sur les capacités à mobiliser.

Quand d'autres orgas ont appelé au calme, le positionnement de Solidaires à part, apparaît juste. Retours satisfaits de militant-es.

Il faudrait une explication sur le fait que le mouvement montré par les médias n'est pas le mouvement réel. Même s'il y a certes des gens de l'extrême droite.

A Clermont, pas de problème. Peu de policiers. Il faut pouvoir décrire le mouvement.

Appel à nos militant-es à organiser.

Il faut noter la composition complexe des manifs. On a quand même beaucoup affaire à gens qui sont dans des secteurs de relative absence du syndicalisme et qui découvrent les choses. La confusion n'aide pas à faciliter notre apparition.

Il faudrait essayer d'axer sur l'augmentation des salaires et sur la justice fiscale et la redistribution des richesses.

Beaucoup de demandes d' « halte » au mépris avec des éléments symboliques (démission de Jouanno par exemple).

Solidaires 63 a participé aux manifestations du 18 /12 sur la question des migrants. Il y a probablement là une possibilité pour tenter de fédérer dans l'année sur ces questions.

Commerce : Au-delà de l'envoi de la contribution...

La question des GJ : c'est une surprise sur la forme au moins car les orgas de gauche ne sont pas derrière que ce soit les orga politiques ou syndicales.

La fraction de la population la moins mobilisée d'habitude est aujourd'hui la plus mobilisée.

Il y a un processus de rupture à l'œuvre dans la société.

Sur la forme des actions : on voit que les GJ ont vu ce qui se passait les dernières années. Donc actions plus de blocage que de grève. Plus tourné vers l'Etat que le patronat. Vers des manifs non autorisées. Se pose clairement la question de savoir comment nous, orgas syndicales, avons accepté de manifester dans des conditions comme autour du bassin de l'Arsenal à tourner en rond ?

A court terme : si demain il y a grève partout, la question de la démission de Macron se posera.

A moyen terme : par rapport aux GJ, quid de l'appel de Commercy ? Solidaires enverra-t-il quelqu'un là-bas ? Faut-il encourager les tendances progressistes ?

A long terme : qui organise-t-on ? La classe moyenne ? S'il y avait un mouvement syndical qui organisait, il n'y aurait pas les GJ.

Pour samedi, il faut tract de Solidaires pour rejoindre les GJ car c'est un point de bascule.

Sundep : Depuis décembre, toujours beaucoup de choses. Les élections CSE sont en cours.

Les négociations pour leurs mises en place entraînent beaucoup de soucis avec des procédures judiciaires engagées.

Se posent de nombreuses difficultés pour avoir des gens sur les listes. Ce sont finalement les personnels les plus fragilisés qui acceptent.

Le SUNDEP est aussi dans le mouvement des stylos rouges en ce moment, comme à Lille avec une

tentative de blocage rectorat.
Pas de nouvelle de l'intersyndicale.

Industrie : Participation importante aux GJ depuis le début. L'idée c'est de faire des propositions concrètes. Le mandat est d'avoir un appel clair à rejoindre les manifestations de samedi.

Satisfait de la position de Solidaires pour ne pas signer le communiqué intersyndical. Beaucoup de retours positifs.

Il faut donc continuer la rupture totale avec le gouvernement.

Pour l'intersyndicale, Sud Industrie considère qu'il n'est plus possible de discuter avec la CFDT qui traite les GJ de totalitaires...

Solidaires devrait faire un courrier à la CFDT demandant des excuses claires face au mouvement social.

Beaucoup de camarades en garde à vue avec la saisie de leur matériel d'autodéfense. Sud Industrie aimerait que Solidaires réfléchisse à la mise à disposition lunettes, casques... Ça a un coût pour les gens qui participent aux mouvements.

Sud Industrie se positionne pour le boycott du débat national. On n'a rien à y faire. C'est une parodie de démocratie.

Le RIC a des limites mais il faut pointer ses insuffisances sans l'attaquer directement.

Concernant le Prélèvement à la source : cela inquiète beaucoup de salarié-es. Solidaires Finances Publiques pourrait-il travailler sur un mémo pour aider les salarié-e-s qui auraient des difficultés en cas d'erreur ?

Solidaires 71 : C'est un département où les GJ sont très présents. Il existe 8 à 10 groupements, avec beaucoup d'implications notamment de Sud Industrie qui y est depuis départ.

Il y a des débats mais malgré tout sur la participation. Les camarades de différents secteurs qui étaient, au départ, circonspects, finalement se disent qu'on ne peut pas ne pas y être. Les camarades y sont à titre perso même si Solidaires a fait appel à soutien et manifestations.

Il y a des camarades SUD EDUC, SUD PTT, SUD INDUSTRIE, SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES, UNIRS... C'est un mouvement qui bouscule, qui fait du bien, même s'il y a nécessité de vigilance sur certaines positions.

Il y a par ailleurs nécessité d'appel clair de Solidaires. Notre position a été remarquée et est remarquable. La position de la CGT a été mal perçue.

Il y a eu des actions très intéressantes à Monceau les Mines avec une action sur les différences de prix dans un supermarché Casino. Ce sont des actions utiles dont on pourrait s'inspirer.

Les autres groupes du 71 sont en train de se coordonner, ce qui est une bonne chose. Il y a aussi un appel des GJ auprès des syndicats pour demander ce que font les OS.

Besoin concret de réexpliquer nos droits dans les manifestations. Est-il possible de renvoyer le guide sur les manifs ?

Solidaires 22 : GJ très fort dès le départ. Il y a aujourd'hui une répression féroce sur les responsables du mouvement.

Le positionnement de Solidaires a été apprécié. Beaucoup de débats internes compliqués ont eu lieu mais Solidaires 22 était toujours présent dans les AG des GJ. Les militants du FN étaient au départ dans les GJ et la présence de Solidaires n'était pas la bienvenue. Mais Solidaires n'a pas lâché. La quasi majorité des GJ penchent de notre côté aujourd'hui ; pas du côté RN.

Pour l'instant les GJ n'ont pas gagné. Le gouvernement a mis un genou à terre. Beaucoup de GJ découvrent l'action collective. Ils viendront sûrement vers nous.

Pour samedi, pas de mandat. Mais il faut amplifier notre position de Solidaires pour aller vers les convergences de luttes.

Solidaires 74 : Le mouvement syndical ne se porte pas forcément bien. Il y a eu le recul aux dernières élections. C'est sûrement logique dans une période sans lutte syndicale.

Ce mouvement des GJ nous déstabilise. C'est bien.

Pas de position précise dans le 74 sur les GJ même si on relaie le lien à faire avec le mouvement des GJ.

Plein de militants sont sur les ronds-points (industrie, poste, travail, éduc...). Il y a des questionnements.

Samedi, il y aura une grosse manif GJ sur Annecy avec les contraintes habituelles (sans drapeau syndical). Il y aura un certain nombre de militants de Solidaires. Certes il y a des contradictions avec la présence des drapeaux bleu blanc rouge et la Marseillaise. Il y a aussi les drapeaux régionalistes savoyards. Au final, chacun-e s'exprime. Les militant-e-s qui vont sur les ronds-points trouvent qu'il y a des choses profondes qui se discutent.

Sud Ptt : Il semble que la question salariale au sens large (salaire, pouvoir d'achat...) qui était un peu mise de côté face aux restructurations, revient. Elle a un potentiel unifiant. Il y a donc intérêt à s'en emparer avec la question des services publics. Les structures les plus concernées devraient pouvoir discuter ensemble notamment pour envisager des actions au niveau des gares, des perceptions...

Sur la question des femmes, les manifs contre les violences faites aux femmes étaient importantes. Il n'est pas anodin d'observer qu'il y a eu une manifestation à caractère non mixte dans la mobilisation des GJ avec toutes les limites qu'elle avait. La répression s'aggrave très vite. Il y a des initiatives et plusieurs cadres unitaires. Il faudrait un travail de propagande mais surtout un meeting commun pour montrer l'utilité des cadres militants et notamment syndical.

Grand débat : Sud Ptt n'est pas pour y participer considérant que cela n'aurait aucun sens. Ceux et celles qui peuvent avoir une voix dans ce débat, ce sont les GJ.

Mandat clair pour que Solidaires fasse appel à l'acte 9 de samedi. Solidaires a une position isolée mais pas défavorable.

Sud CT : Ok avec toutes les positions prises ces derniers temps.

Sud CT a une décision prise en CF de faire des Assemblées Générales dans les services pour voir quelles mobilisations peuvent être mises en place. Il n'y a pas eu beaucoup de retour.

Il y a beaucoup d'agent-es territoriaux dans les GJ et notamment beaucoup femmes.

La question des salaires est importante pour Sud CT. Mais après des visites dans les services, il ressort que les gens pensent que les syndicats ne peuvent rien faire sur les salaires (l'idée est que les syndicats peuvent agir plus sur les conditions de travail).

Pas de mandat pour samedi acte 9 mais compte tenu du positionnement du CF, on pourrait être dessus.

Sud CT a mis son outil syndical à disposition des GJ (photocopieuses...).

Solidaires Finances Publiques : Sur le mouvement GJ, il y a eu des réflexions et débats dans le bureau national de Solidaires Finances Publiques qui n'appelle pas à la convergence.

La philosophie exposée dans la présentation d'un pied dehors et un pied dedans est très bien.

Sur l'idée des débats et cahiers de doléances : ok

Solidaires Finances publiques participera au grand débat sur des thématiques comme la fiscalité et le climat. Concernant la question salariale : Solidaires Finances Publiques a obtenu avec la menace d'une grève 200 euros et 1000 euros d'indemnité pour une partie des personnels en première ligne dans le cadre de la mise en place du prélèvement à la source.

Solidaires Finances Publiques travaillera aussi sur services publics et démocratie sociale.

Solidaires Finances Publiques est impliqué sur le prélèvement à la source et tient son matériel à disposition de tous sur le site grâce à son livret vert notamment et se tient à dispo pour le mutualiser.

Solidaires 56 : Assez content des positions prises par Solidaires.

La dernière manif GJ de dimanche : question importante car les femmes subissent plus de temps partiels et des conditions de vie plus difficiles.

A été contacté pour signer un appel de contexte avec CFDT, CGT etc... Ce qui serait trahison et ne souhaite donc pas que Solidaires Bretagne signe cet appel.

Solidaires 44 : Appel pour samedi : oui mais franchement on s'en fout. Les GJ n'ont pas besoin de Solidaires. Et ce tract n'aura aucun impact.

On a été dépassé et débordé. Les syndicats morfleront. Solidaires peut être moins.

On n'a pas été à la hauteur. On n'a rien changé du système depuis des années. Et c'est ça que le GJ ont attaqué.

La question est « est ce qu'on se fonde dans les GJ ? ». Il n'y a pas de convergences possibles.

Le CICE, la fraude fiscale, l'optimisation fiscale, l'impôt sur les sociétés... si on récupère tout, ça ne fait pas grand-chose pour qu'on s'enrichisse vraiment. On doit faire en sorte qu'il n'y ait pas de capitalisme, pas de récupérer fruits du capitalisme. Il y a du travail à faire là-dessus.

Grève climat, grève femmes et grève CGT : aucun intérêt. Il faudrait une date centrale. Ne pas s'éparpiller. Il faut poser une date rapide de grève pour savoir si les GJ vont faire grève. Si ça ne marche pas, les blocages de l'économie se mettront peut-être en place de l'extérieur des usines et pas à l'intérieur.

Unirs : Situation sociale : l'UNIRS constate que le gouvernement n'a pas changé de politique. Il en faut plus pour que les orientations changent.

Les GJ restent un mouvement par procuration qui est faible, minoritaire. Il en faudra plus pour que le capitalisme financier change d'orientations.

18/12 a été une journée d'initiatives et de manifs des retraités-es. 500 personnes à Paris devant Bercy. Darmanin n'a pas reçu les syndicats de retraités. (alors que le gouvernement dit vouloir parler avec des représentant-e-s GJ qui n'en ont pas, il refuse de parler avec les orga syndicales qui elles ont des représentant-e-s).

31/01, il y aura une nouvelle journée de manifestations avec l'idée de retour du cadeau à l'envoyeur (CSG). Il faudrait essayer de cibler les députés qui ont voté la suppression de l'ISF et l'augmentation de la CSG pour les mettre à l'index et qu'ils voient les conséquences de leurs votes.

L'UNIRS a contacté ses 400 militants pour leur demander leur regard sur les gilets jaunes. Les camarades sont impliqués ou pas dans GJ. A ce jour, il y a environ 40 réponses.

Solidaires Douanes : Mesure l'importance du moment populaire qui est en cours. La conflictualité est renforcée par le pouvoir qui jette de l'huile sur le feu.

Solidaires Douanes avait essayé de faire un communiqué sur l'enjeu de la fiscalité énergétique.

La base militante de Solidaires Douanes est plutôt la classe moyenne qui reste circonspecte devant un mouvement qui ne lui appartient pas.

La présence de l'extrême droite qui fait souvent peur ne caractérise pas le mouvement et cela doit être dit. Concernant le débat public, le cahier de doléances : pas réellement de positionnement. Ce qui est important c'est de savoir ce qu'on va dire.

Renouvelle capacité dans le cadre mis en place par Solidaires sur fiscalité écologique...

Le RIC laisse circonspect.

Pas mandat sur la manif de samedi.

Pour l'intersyndicale : la ligne de Solidaires est bonne. Solidaires aurait tout à gagner à essayer de faire durcir le ton de l'intersyndicale. Le silence des syndicats est assez terrible.

Sud Education : Au mois de décembre, la Fédération Sud Educ a appelé à rejoindre un certain nombre de luttes : lycéens mais aussi GJ sur nos revendications.

Il y a eu un mouvement de grève le 13 décembre dans l'enseignement supérieur et le 14 dans les lycées. Préavis jusqu'au 31 pour tenter d'encourager la reconduction.

Il y a aussi des appels à des boycotts comme pour les évaluations nationales avec notamment une pétition en préparation...

Les lycéens avaient appelé à la reprise des mobilisations sur la réforme des lycées à la rentrée. Peu de retours à ce stade.

Concernant les réformes à venir : il faut faire attention à la réforme de la loi 1905 sur laïcité avec des perspectives inquiétantes.

Le mouvement des stylos rouges : c'est un mouvement aux revendications diverses. Certaines sont cohérentes avec les nôtres mais pas toutes. Dans certains départements, il y a des militants de Sud Educ.

Une intersyndicale du 2nd degré aura lieu ce soir. Devrait en sortir un appel pour le 27 janvier dans les lycées avec appel à reconductions quand c'est possible. Difficile de savoir les positions FO et FSU. La question des stylos rouges sera abordée.

Il y a aussi une pétition pour que les AESH bénéficient de la prime de fin d'année annoncée par Macron

Solidaires 14 : Quelques militants de Solidaires 14 participent depuis le 17 novembre aux GJ. Cela ne faisait pas consensus au sein de Solidaires 14.

Il y a eu un communiqué de participation à partir de mi-décembre. Mais difficile de savoir comment y participer en tant que Solidaires.

La dernière AG des GJ avant Noël a eu lieu dans un squat de migrants. C'est à souligner.

Le 14/12 pas d'appel franc. Les GJ présent-es ont tout de suite parlé de grève générale.

Parmi les GJ, il y a peu d'ouvriers de grosses entreprises mais plutôt gens de petites entreprises, isolés. Cela interroge sur la capacité à mettre en place la grève.

Dans tous les cas, cela aura des conséquences sur le syndicalisme, ce qu'on est, ce qu'on fait.

Solidaires 14 est preneur d'un communiqué sur la répression et la loi anti-casseurs à venir.

Solidaires 54 : Macron sort affaibli du mouvement des GJ ; il faut mieux le noter. Le mouvement des GJ a passé les fêtes. Là aussi, il faut le souligner.

Il faut noter les choses positives autour des GJ. Les syndicats sont relativement en dehors de tout ça. Mais quand on est présent, il se passe des choses.

Dans le 54, en décembre, on a appelé à rejoindre les initiatives. Ça se passe plutôt positivement. Parfois on entend des choses qui ne sont pas de notre registre mais c'est aujourd'hui qu'il faut être présent, avec nos forces car on a quand même des choses à dire.

Les gens qui sont dans les ronds-points connaissent pour certain-e-s les organisations syndicales.

Il faut prendre toutes les initiatives. On sera très probablement présent-es à Commercy.

Solidaires 75 : Pas beaucoup de ronds-points bloqués à Paris mais cela reste l'épicentre d'événements divers.

Il faudrait faire un bilan de fond des dernières manifs avec notamment notre visibilité car nous n'aurons aucune autonomie dans nos revendications.

On prône la convergence des luttes mais on n'a pas de luttes à proposer. Mais s'en donne-t-on les moyens ? Est-on à la hauteur ? Il faudrait se réinterroger. Peut-être qu'il faudrait qu'on mette en application les discussions qu'on a eues entre nous lors des journées stratégies.

Demande d'interpeller à nouveau l'intersyndicale avec une journée qui marque vraiment le contexte avec des revendications claires sur l'assurance chômage, les retraites... Il faut reprendre les revendications sur les réformes qui vont arriver.

Pourquoi pas une journée qui marque par exemple le jour de l'ouverture du grand débat ?

Solidaires RATP : Satisfait avec toutes les expressions faites par Solidaires notamment suite à la dernière intersyndicale.

Ok sur un appel sur l'acte 9 mais dubitatif sur le timing. Faut-il anticiper sur l'acte 10 ?

Pour l'intersyndicale, le but n'est pas de refaire le 14 mais justement d'obliger la CGT à faire autre chose. Mais Solidaires RATP est très preneur d'une date la plus rapide possible dans l'unité la plus large, y compris si la CFDT vient. Donc oui pour aller à l'intersyndicale même si au final Solidaires s'exprime seule.

Il y a un courrier aux orgas de la RATP pour essayer de faire monter les choses même si peu de chances de retours.

Solidaires RATP a un mandat pour créer une caisse de solidarité pour ce mouvement notamment pour aider aux procès des inculpés des mouvements sociaux.

A la RATP, la prime GJ a été versée aujourd'hui et beaucoup de gens disent accepter de la verser en solidarité au mouvement des GJ et notamment aux réprimé-es.

Sud CAM : Ce qui est bizarre, c'est que les collègues ont eu prime sans faire grève. Les collègues ne sont pas contre le mouvement mais ont des craintes vis-à-vis de la casse. Ils font malgré tout la distinction entre les deux types de mouvements.

Finalement, ce sont les clients qui sont le plus en mouvement.

Il n'y a pas de présence massive des militants SUD CAM mais il y a quand même des militants qui y vont à titre perso.

Sud CAM est pour que Solidaires National continue sa communication et également pour un communiqué de presse avec nos revendications, en clair et court. Et aussi des appels à la grève de Solidaires national pour couvrir ceux et celles qui veulent se mettre en grève, y compris ceux et celles qui travaillent samedi.

Solidaires 33 : Bordeaux est une ville rebelle actuellement. Les manifestations sont énormes avec une répression aussi énorme. Les conséquences physiques sur les manifestant-es sont terribles.

Il y a certes quelques fachos qui font des tentatives de récupération qui en général se font jeter.

Au local de Solidaires 33, il y a eu des gens, soignant-e-s, infirmières, pompiers en retraite qui sont venus après les premières manifs pour pouvoir s'organiser. Ils-elles savent désormais qui on est.

A ce stade, Solidaires 33 ne s'affiche pas (conformément au mandat local). Ça fait deux ou trois manifs aussi que l'on rejoint et encadre un peu les manifs lycéennes qui peuvent être tendues pour cause de présence facho.

Il y a bien eu un soutien de la foule pour sortir des fachos lors de la dernière manif mais ce ne sont pas les GJ qui les ont virés.

Solidaires 76 : Il y a des AG quasi hebdomadaires depuis novembre pour s'adapter entre celles et ceux qui voulaient tout lâcher pour devenir GJ et celles et ceux qui ne voulaient rien entendre.

Il y a eu deux samedis où Solidaires est apparu en tant que Solidaires. 1er décembre rassemblement intersyndical et 8 décembre : le cortège solidaires a desserré une nasse policière qui a permis aux GJ de manifester en ville.

Il y a eu aussi participation aux manifs lycéennes.

Mais cela n'a pas permis que les gens se mettent en grève.

Aujourd'hui, les GJ de Rouen pensent qu'il faut désormais faire autre chose que les ronds-points.

Il faut un appel à manifester samedi avec nos couleurs et sur nos revendications. Autour de nous, tout le monde discute de la grève. Il faudrait mener une campagne sur les salaires en janvier. Et il faut déboucher sur quelque chose. Appel à la grève reconductible ? Le mouvement nous montre des choses que l'on ne pensait pas possibles avant.

Il faut avoir ça comme perspective car il y a une brèche et que le gouvernement est affaibli.

Les fachos à Rouen sont au cœur des manifs. La question se pose de savoir si on les laisse ou pas, bien entendu. Et c'est une question qu'il faudra gérer.

Synthèse : Dans les éléments d'analyse, la question qui est posée, quand on discute de notre désir de transformation sociale, c'est quelle forme ça peut prendre.

Qu'il y ait un mouvement social qui exprime toutes les confusions de la période, ça peut sembler logique. La gauche et le syndicalisme sont minoritaires depuis longtemps. Est-ce une raison avec notamment la présence d'extrême droite, que l'on doit considérer qu'on n'a rien à y faire ? Il faut avoir une réflexion de ce côté-là.

Aujourd'hui, il y a un mouvement massif en Hongrie et pourtant certainement que beaucoup de gens ont voté pour Orban.

Il est véritablement en train de se passer des choses.

Dans le cadre de l'action collective, il se passe des choses dans la tête des gens. On ne peut pas dire que l'on est invisible. Certaines des revendications que nous portons sont reprises. S'il y a des confusions, certaines choses ont avancé.

Nuit debout nous a aussi percuté avec les mêmes réactions sur la place des syndicats. Même si cela a été plus facile car pas le même milieu. Ces événements se sont passés partout dans le monde quelle que soit la force des syndicats. Ça ne veut pas dire qu'on n'a pas de rôle.

Macron est bien affaibli et il ne faut pas le laisser remonter.

La question du chômage est un angle mort des débats publics. Sur la question des retraites, on a des opportunités qui sont plus importantes qu'il y a quelques mois.

Si le syndicat est un pied dedans et un pied dehors, ça se décline de plein de façons :

- Il faut réimpulser l'intersyndicale. On ne peut pas y mettre des conditions mais on peut faire un communiqué pour dénoncer les positions de la CFDT. La Cgt a été très percutée par notre prise de position la dernière fois.

- Mettre en œuvre comment on imagine nous la question du débat public.

Notre objectif est de faire bouger sur la question des salaires dans les entreprises et les services. Il va y avoir grèves. La grève de la CGT de février ne résoudra pas ça. Si on est capables de multiplier les grèves dans nos boîtes, on pèsera.

Un préavis fonction publique a été posé à nouveau.

Au moment où on est très sceptiques sur la grève, on a des mouvements sociaux qui reposent la question de la grève : femmes, climat, racisme...

Sur la question de l'appel aux manifestations pour samedi : la question de l'efficacité d'appeler maintenant se pose. Il n'y aura pas d'effet immédiat mais symbolique. Le SN a été présent dans les manifestations avant les vacances. Cette symbolique est importante mais les GJ n'attendent pas un appel de Solidaires pour être nombreux-euses.

Il y a une nécessité de parler de l'appel de Commercy et les conditions de notre éventuelle participation.

Sur la question femmes, il y a un enjeu notamment par rapport à dimanche dernier et comment nous travaillons la préparation du 8 mars en rapport avec ces mouvements.

La question du stock de matériel sera à voir avec budget.

Sud PTT : La question de l'acte 9 bien a été reprise dans synthèse. Il y a nécessité de faire un vote pour un appel à l'acte 9.

Pour l'intersyndicale, cela n'aurait pas de sens si on disait qu'on ne veut pas d'intersyndicale. Ok avec le lancement de l'intersyndicale sur la question de la grève autour de la question salariale.

Sud CT : Idée de voter ok.

Les GJ n'attendent pas un communiqué mais nous on pourra s'appuyer dessus après.

Il y a aussi un préavis dans la FP territoriale.

On peut anticiper dans le communiqué pour un appel aux dates suivantes.

Le 31/01, il y aura une journée sur les EPAHD en plus des retraités.

La question des femmes est un réel enjeu.

Solidaires Finances Publiques : Solidaires est très embêté car une nouvelle fois on est marginaux. Est attaché à notre positionnement et n'est pas partisan d'aller vers une convergence avec GJ pour les actes suivants mais plutôt pour un appel pour la construction d'un revendicatif qui nous ressemble.

Pourquoi pas une lettre ouverte aux GJ sur les questions qui nous rassemblent ? Pas de veto malgré tout.

Sud Commerces : Ok sur une communication qui appelle à participer avec ou sans gilet à la réussite des manifestations de l'acte 9 des GJ et que Solidaires appelle les salarié-es du privé à faire grève.

Pour Commercy, il faudrait faire une délégation et prendre contact avec Commercy.

Sud Energie : Pour l'acte 9 GJ : favorable à un vote.

Dans 75% des voitures sur les parkings de nos usines il y a des gilets jaunes. On participe beaucoup même sans drapeaux.

Sur la journée CGT, on ne suivra plus.

Sud Industrie : Ok pour un vote pour actes 9 et 10.

Il ne faut pas opposer les GJ et nous parce que souvent ce sont les mêmes.

La campagne sur les salaires est importante. Il faut qu'on s'y lance.

Matériel : ok. Mais il faut penser cette question sur le long terme.

Solidaires 71 : Ok pour un appel mais il ne faudrait pas que ce soit juste sur l'acte 9.

Beaucoup de choses à lire sur les GJ pour ne pas diaboliser le mouvement.

Il ne faut pas oublier la question sur les droits des manifestants et la question de la déclaration des manifestations.

Sud Educ : Demande d'appel à la suite des mobilisations.

Réponse synthèse :

Sur la proposition de la CGT etc., on continuera de fonctionner avec des conférences téléphoniques.

Concernant le droit de manifester, on va remettre à jour le matériel.

Sur la déclaration des manifs, il y a des traditions différentes selon les villes.

Vote sur la question de l'appel à manifester par la grève y compris :

Solidaires locaux : 17 pour, 1 abstention, 7 NPPV

Structures nationales : 15 pour, 1 contre, 5 NPPV

74 : pour

Guadeloupe : pour

Réunion pour

71 et 22 pour

69 : NPPV

89 pour

54 pour

88 NPPV

27 NPPV

62 NPPV

14 pour

63 et 83 pour

44 pour

56 pour

91 pour

Mayotte pour

66 pour

Alsace Abstention

76 pour

82 NPPV

13 pour

78 : NPPV

75 : NPPV

17 pour, 1 abst 7 NPPV

Nationales :

Ptt pour

sundep pour

Intérim pour

Commerce pour

Autoroute pour

Industrie pour

Douanes NPPV

CCRF NPPV

Banques NPPV

CT pour

Solidaires Finances pub contre

SNABF pour

CAM pour

Culture pour

RATP pour

Energie : pour

(Js pour == observateur)

SNJ NPPV

Educ pour

Recherche NPPV

Protection sociale pour

15 pour, 1 contre, 5 NPPV

Décision validée

2. AG du CEFI

Rappel du contenu de la note préparatoire :

Il s'agit de mettre à jour les statuts en fonction des pratiques réelles, de mettre en cohérence les différents articles quand ils ne le sont pas, et de préciser les articles concernant les obligations administratives et de trésorerie afin de pouvoir s'y référer en cas de souci (justice, conflit...). C'est suite à des discussions et des demandes de syndicats/fédérations que le Bureau du CEFI, en se référant de lui-même aux statuts, s'est rendu compte de petits décalages pouvant amener quelques ennuis en cas d'interpellation interne ou externe. Il n'est pas question de changements d'orientation politique ou financière de la formation, ou de remaniement de son fonctionnement actuel.

De plus, le CN a décidé de la création d'une commission de contrôle financier autonome de celle de Solidaires national, qu'il faut introduire dans les statuts.

On discutera donc:

A) le transfert des compétences d'un CA (mentionné dans les statuts mais qui n'a jamais eu d'existence) à l'Assemblée Générale. Ceci à l'exception de la démarche d'arrêt des comptes, transféré au Bureau du CEFI qui les soumet ensuite à l'approbation de l'AG, conformément à ce qui se pratique depuis que le CEFI est déclaré et gère le budget de la formation. Le GT est parvenu à un consensus sur ce point, qui sera validé ou invalidé à l'AG.

B) la définition d'un article concernant la Commission contrôle financier actée au dernier CN. Le GT est reparti de la définition de celle de Solidaires dans ses statuts et l'a adaptée.

C) la précision de la qualité de membre du CEFI et la définition de l'adhésion : dans les statuts actuels, les structures désignées comme membres sont toutes les structures de Solidaires. Mais contrairement à Solidaires, les Solidaires locaux adhèrent au CEFI comme les organisations professionnelles. L'idée est d'explicitier que toutes les structures de Solidaires sont membres de droit, mais doivent s'acquitter d'une cotisation annuelle.

Modalités de vote:

-Premier vote : article concernant la commission de contrôle financier

-Second vote : sur l'ensemble du texte, car la modification concernant le CA entraîne des modifications dans tous les articles en cascade :

S'il n'y a pas de consensus, 2/3 des votes est la règle.

On va comptabiliser les contre, NPPV et abstention, on en déduira les "pour" à partir de la feuille d'émargement.

Vote 1 : Commission contrôle financier

L'intégration aux statuts d'un article mettant en place une Commission de contrôle financier est adoptée au consensus

Elle devra donc être constituée d'au moins 4 personnes. Un appel à candidature sera fait dans la note militante prochainement.

Vote 2 : ensemble du texte :

Rappel de la proposition principale du Groupe de Travail :

Un transfert de toutes les compétences du CA à l'AG à l'exception de la démarche d'arrêt des comptes (sera fait au niveau du trésorier et du bureau, l'approbation se faisant elle en AG).

Au moins une AG par an est nécessaire, notamment pour l'approbation des comptes.

Sud Recherche EPST :

intervient pour dire qu'il n'a pas eu les documents en amont.

Réponse et vérification: La note et la convocation ont été envoyée le 6 décembre pour partir plus d'un mois avant à l'AG.

Discussion sur la définition de la qualité de membre du CEFI et l'adhésion :**Sud CT :**

Revient sur la commission de contrôle financier: la commission doit être convoquée avant l'AG d'approbation des comptes, or le texte dit qu'elle intervient tous les 3 ans.

Réponse : le mandat de la commission est de 3 ans mais elle se réunit aussi fréquemment que nécessaire pour mener à bien son travail

Solidaires finances publiques :

A propos de l'article 5 (Membres) en lien avec l'article 9 (Assemblée Générale) :

Ajouter à l'article 9 "à jour de ces cotisations" dans la formule: "Les membres délibèrent sur les orientations (...)"

Alain, Bureau du CEFI: l'article 5 dit que "Chaque membre est redevable d'une cotisation annuelle fixée par l'AG." Cela fixe donc le cadre

La mention « à jour de leur cotisation » est nécessaire pour le vote en AG et sera inscrite dans l'article concernant l'AG. Elle reviendra dans l'article 8 "Ressources", concernant l'accès aux comptes du CEFI

Sud CT : l'article 7 : on perd sa qualité de membre si on n'est pas à jour de la cotisation...Il faudrait rajouter "annuelle". Que fait-on avec les structures qui ne sont pas payées?

Sud recherche : en supprimant le délai de trois mois, ne pourraient voter que ceux qui ont payé leur cotis en 2019... Que se passe-t-il si il y a des décisions à prendre en début d'année comme maintenant?

Sud Cam : ce sont ceux à jour de 2018 qui peuvent voter aujourd'hui puisque l'appel 2019 n'a pas encore été lancé.

Sud Cam : n'est pas pour rayer trois mois après sa date d'éligibilité. Il faut s'assurer que les structures paient dans un temps raisonnable.

Solidaires CCRF :

Les cotisations, sur le plan comptable devraient être versées au plus tard à l'arrêt des comptes.

Solidaires finances publiques

Sur la perte de la qualité de membre pour non paiement : il suffit de rajouter cette mention: « à la date de l'AG »

Solidaires 44 : est pour ne pas préciser de délai, mais mettre « l'année en cours »

CEFI :

Au plus tard, pour garder de la souplesse, le règlement peut être fait à l'AG annuelle d'approbation des comptes: on peut rajouter « à la date de l'AG ordinaire ». Il ne faut pas trop penser en année civile, mais d'AG à AG. Les appels à cotisations sont lancés après l'adoption du budget prévisionnel en CN, en janvier, et l'AG ordinaire se tient en général en juillet. Mais sauf souci exceptionnel, le principe est bien de payer 2018 en 2018.

Sud Cam : mettre juste AG et pas seulement ordinaire...est valable.

Solidaires 44 :

Est-ce que ce fonctionnement pourrait permettre que certains jouent avec les dates de paiement? Je paie en 2018, puis plus du tout en 2019 jusqu'à l'AG de 2020?

Cefi : si une structure "saute" un appel à cotisation, elle ne peut pas participer aux décisions. Aujourd'hui par exemple, seules les structures à jour de la cotisation 2018 peuvent voter. L'appel pour 2019 ne va pas tarder. Les structures doivent la payer maximum dans 5 à 6 mois à l'AG ordinaire de 2019, sinon elles ne sont plus membres, ne peuvent pas voter...

Avec l'introduction de ces précisions sur le délai de paiement de la cotisation dans tous les articles concernés dans le texte, les statuts modifiés sont adoptés au consensus.

2 bis. Budget du CEFI

Budget prévisionnel du CEFI pour 2019:

Le budget prévisionnel pour l'année en cours est présenté au CN pour approbation en janvier de chaque exercice.

Les comptes définitifs 2018 seront présentés pour approbation au CN de juillet. En page 1 du document distribué, on trouve ce qui avait été voté en budget prévisionnel pour 2018. Aucune ligne du "réalisé" n'est en déficit par rapport au prévisionnel.

A noter: à la date d'envoi des textes pour ce CN, les trois formations de décembre ne sont pas intégrées dans les 72.436 euros à la ligne "Formation de formateurs-trices -formations nationales".

On avait estimé, pour le BP 2018, 1 00.000 euros de dépenses de reste de subrogations de salaires de formations datant de 2017, mais on est au définitif seulement à 28 537 euros.

Pour les "Éditions pédagogiques CEFI – Cahiers": si on intègre le guide élections CSE et la plaquette sur les violences sexistes, la ligne s'élève plutôt à 41000 actuellement. Mais les 60.000 euros prévus ne seront pas atteints.

Sur les locaux du CEFI: le règlement des travaux a été réalisé sur l'exercice 2017, alors qu'il était prévu pour 2018. Il reste donc une somme conséquente sur l'exercice 2018. Le Budget prévisionnel s'appuie fortement sur l'enveloppe 3 du Fond Paritaire National dédiée à la formation. Mais il faut se protéger et dégager des fonds propres: ce sont les formations facturées CHSCT, du CE/CSE qui le permettent. Ce matelas de fonds propres baisse depuis plusieurs années, pour plusieurs raisons et doit nous inquiéter.

Cette année, le CEFI utilisera 380 000 euros de moins sur le Fond paritaire comparé à 2018. Ces fonds peuvent être utilisés pour d'autres dépenses.

Budget complémentaire aux Solidaires locaux : maintenus au même montant que 2018, du fait de la mise en place des CSE et d'un nombre important de fin de mandat d'instances (peu de recettes de formations facturées en 2018). Par contre, point positif: on constate en 2017 que les Solidaires Locaux ont augmenté de 1000 jours stagiaires..

Nous avons donc choisi de présenter un budget stable par rapport à l'année précédente avec 331 825 €. Mais pour stabiliser le budget malgré la hausse du nombre de jours-stagiaires, la proposition est de faire passer la réserve, peu utilisée par les Solidaires locaux, à 15 000 € au lieu de 40 000 €.

Année après année, les Solidaires locaux utilisent de plus en plus leur budget pour la formation, ce qui est positif.

Budget des organisations professionnelles : L'utilisation en 2018 est assez proche du budget prévisionnel. Les 40.000 de la réserve sont utilisés, et se montent même à hauteur de 41.000 euros. Le tableau du document distribué indique les structures qui l'ont utilisé.

Préoccupation du Bureau du CEFI sur le fait que certaines structures utilisent fortement la réserve, et que d'autres pas. En 2018, on a pu répondre aux demandes car il y en avait peu, mais comme il y en aura plus à l'avenir, il faut définir des critères pour une répartition plus juste entre organisations.

Le budget est calculé sur la participation des stagiaires d'une organisation à la formation interprofessionnelle facturée et non facturée. 80 % du montant des factures va au Solidaires locaux. Mais pour les nombreux besoins de formation en interne de la structure, il est normal de retenir l'activité en interpro pour le calcul de ce qui est alloué aux organisations. L'objectif est de trouver un bon équilibre.

Sud Recherche :

Salue la prise en compte des remarques pour le lissage des chiffres sur les deux années précédentes. Ces méthodes de calcul paraissent quand même arroser là où c'est déjà mouillé, mais on évolue c'est bien! Même si on peut s'interroger sur le nombre d'année à retenir: les mandats sont généralement sur 4 ans.

Question : 85 % du budget qui vient du FPN, quelle pérennité de ce montant vu la disparition des subrogations de salaires et le maintien de salaire à nouveau en charge des employeurs? Vont-ils moins contribuer au Fonds? Comment arriver à faire quelques réserves quand même si à l'avenir le montant du financement FPN baisse?

Sud Ptt :

Sur les formations facturables, suite aux élections, 2019 va être une grosse année : il faut trouver des formateurs. Sud Ptt est en désaccord avec le fait de faire des formations avec des cabinets extérieurs, il faut se donner les moyens de les faire dans Solidaires.

Dans la fonction publique, on peut facturer les formations CHSCT de 2 jours: c'est un fort fort potentiel a priori.

Sud CT :

Intention de faire les formations CHSCT au sein de Solidaires.

Autre question: Il y a une incohérence entre le budget du cefi et le budget du national sur les dépenses de locaux.

Trésorerie nationale: participation loyer en principal et en charge distincte dans le budget national, et cumulé dans le budget sur le CEFI.

SNJ :

Formation ssct (qui remplacent CHSCT) : manne importante, a-t-on les moyens de l'évaluer à partir du nombre d'élus des organisations de Solidaires?

Cefi :

Cela fait partie des choses sur lesquelles il faut avancer, l'évaluation des besoins pour les formations CHSCT/santé au travail, venant après les élections... Et pour connaître la réalité des besoins, les structures doivent les faire remonter au CEFI. Par ailleurs, qui va former? C'est à l'ordre du jour de la prochaine commission formation du 19 février.

Le Bureau du CEFI va de nouveau rencontrer tous les syndicats lors de la signature de convention pour le versement des budgets complémentaires, ce sera une occasion de demander une évaluation aux orgas.

Les délais doivent être rapides pour faire remonter certaines demandes de formations : certains accords CSE ne laissent que 6 mois de délai pour la formation, il y a des cabinets privés qui prospectent, des employeurs qui proposent leurs organismes de formation... Sur la question du matelas financier posée par Sud Recherche : la réponse n'est pas simple car le compte bancaire du CEFI gère à la fois le CEFI national et ceux des Solidaires locaux. Difficile à partir de ce global pour voir ce qu'il reste véritablement en réserve. On essaiera à la prochaine AG de préciser le montant des réserves. Cela aiderait à voir aussi sur ce qu'on ferait si il n'y avait plus de FPN.

Le budget prévisionnel est adopté au consensus.

3. Point sur l'affaire du siècle

Les mobilisations climat se développent depuis septembre à l'initiative notamment de personnes auto-organisées dont pour une grande partie participent à des manifestations pour la première fois. Les mobilisations pour les marches climat ont lieu sur l'ensemble de la planète, ainsi que des actions plus ciblées en dénonçant les banques et leurs investissements dans les énergies fossiles. Il est important de suivre ces mobilisations et d'y participer.

Une procédure de recours en justice contre l'État pour l'inaction dans la lutte contre les changements climatiques a été lancée par 4 ONG qu'elles ont intitulé, l'affaire du siècle. (Cf, note de présentation)

Le processus fait le lien entre la crise sociale amplifiée par les politiques des différents gouvernements, et les changements climatiques. Il est important que l'on s'engage dans le soutien dans ce type d'action qui met en lien la justice climatique et sociale.

C'est un recours devant le tribunal administratif qui va servir aussi de support d'une campagne. En lançant le courrier le 18 décembre, il y a eu une pétition qui a atteint déjà les deux millions de signature ce qui est sans précédent. Dans le soutien que Solidaires peut apporter, il est important de signer et relayer cette pétition, à faire apparaître sur les sites syndicaux.

On peut aussi intervenir dans la procédure, en lien avec la commission juridique et écologie, comme intervenant volontaire.

Sud énergie était en contact avec les 4 ONG et sera en soutien de la procédure.

Sud énergie : On sera en soutien de cette action, et on pense qu'au-delà du côté environnemental c'est aussi une dimension sociale qui est derrière. 13 mars il y aura des conférences de presse, et on pense que le syndicat là-dedans peut donner un autre éclairage particulier, et démontre notre dimension de transformation sociale à Solidaires.

N'ont pas besoin d'un appui juridique, mais ont besoins de témoignages avec des choses éclairantes. On serait fier de voir Solidaires rentrer dans cette affaire.

Solidaires 22 : on est d'accord avec Sud énergie, et Solidaires doit être partie prenante. Nous voulons des coquelicots est aussi une initiative qui marche fort, tous les vendredis devant les mairies. On a aussi été auditionné pour Triskalia au niveau européen, le rapport sortira seulement début janvier, pourrait y avoir une décision du commissaire à la santé d'obliger la France de veiller à respecter les réglementations.

Sud éducation : pourquoi Alternatiba, les Amis de la Terre n'y sont pas ? Pas de mandat, mais ne s'y opposera pas. Pétition d'étudiants pour que le climat soit enseigné à l'école

74 : Pour les autres OS, y a-t-il des positions ?

Solidaires 44 : à NDDL, les occupant-es vont signer des baux de fermage pour 9 ans, c'est une bonne nouvelle, mais ils vont rentrer dans le rang. Une centrale à charbon en France va fermer, et lutte avec FO et CGC où veulent reconvertir en centrale à bois écolo. Il serait intéressant de savoir ce que Sud chimie en pensent.

Sur le crime climatique, ne serait ce pas à mettre en place au niveau mondial ?

Ok, il faut que Solidaires en soit.

Didier : Ok pour valider la participation de Solidaires et du relais de la pétition.

Les quatre ONG ont bossé ensemble depuis le début sur ce sujet. Cette action juridique existe aussi dans d'autres pays depuis 2015 et la Cop21. L'idée est de faire de la jurisprudence sur cette question. Il est importance de mener de front les questions de justice sociale et climatique.

Sur les centrales à charbon, a priori toutes doivent fermer en 2022. Mais à suivre de près au niveau syndical pour envisager des reconversions en amont. C'est aussi notre carte à jouer à Solidaires, notamment face à la CGT énergie qui reste arquée boutée face aux pertes d'emplois suite aux fermetures de centrales nucléaires.

4. Point sur le questionnaire communication

Quelques résultats du questionnaire communication de Solidaires.

Ce questionnaire a été rempli dans la seconde moitié de l'année 2018. Les résultats ci-dessous mélangent les réponses des fédérations ou syndicats nationaux (20 réponses), des Solidaires locaux départementaux (38 réponses), des sections ou syndicats locaux (41 réponses) et des unions locales (4 réponses).

Des résultats croisés prenant en compte différents critères ainsi que les réponses qualitatives seront élaborés dans les mois à venir, communiqué aux structures et étudiés dans le cadre du travail de la commission communication.

Pour la lecture : les résultats sont en valeur absolue. Sur certaines questions il était possible de répondre plusieurs fois.

SITE INTERNET

Votre structure dispose-t-elle d'un site internet spécifique ?

Oui	55
Non, faute de compétence technique	16
Non, faute de temps	27
Non, on n'en voit pas l'intérêt	7

Utilisez vous la partie réservée à l'information des structures de Solidaires sur la partie publique du site de Solidaires ?

Oui	29
Non	73

Pour les « non »

on ne connaît pas son existence	19
on a pas de code d'accès	19
On n'a pas le temps	41

Utilisez vous la partie privée de www.solidaires.org ?

Oui	39
Non	63

Pour les « non »

on ne connaît pas son existence	20
on a pas de code d'accès	33
C'est trop compliqué	5
ça n'a pas d'intérêt	6

RESEAUX SOCIAUX :

59 % des structures qui ont répondu ont un compte facebook (25 structures publient quotidiennement, 29 hebdomadairement)

25 % des structures qui ont répondu ont un compte twitter (9 publient quotidiennement, 10 hebdomadairement).

Votre structure n'utilise pas les réseaux sociaux parce que ?

C'est des réseaux anti-sociaux	6
On ne sait pas faire	7
C'est trop compliqué	1
On ne voit pas l'intérêt	8
c'est redondant avec d'autres outils de notre structures	4
On n'a pas le temps	27

COMMUNICATION INTERNE AUX STRUCTURES

De quelle manière vos adhérent-e-s reçoivent l'information syndicale de votre structure ?

	quotidien	hebdomadaire	trimestriel	jamais
Par mail	32	51	3	4
par courrier	0	1	11	36
en main propre (réunion, perm') 0	11	16	5	

Utilisez vous les réseaux sociaux (message privés twitter, pages privés facebook...) ou des logiciels de messagerie instantanées (discord, riot, slackshat...) pour communiquer en interne dans votre structure ?

oui 26
non 77

NOTE QUOTIDIENNE ET INFO SOLIDAIRES

Quelle volume des notes quotidiennes sont envoyées à vos équipes syndicales ?

la totalité	40
plus de la moitié	14
moins de la moitié	23
Aucune	15
une note ? quelle note ?	10

Quelle volume des notes quotidiennes sont envoyées à vos adhérentEs ?

la totalité	11
plus de la moitié	10
moins de la moitié	36
Aucune	36
une note ? quelle note ?	8

Quelle volume des infoSolidaires sont envoyées à vos équipes syndicales?

la totalité	30
plus de la moitié	15
moins de la moitié	22
Aucune	23
une lettre ? quelle lettre ?	7

Quelle volume des InfoSolidaires sont envoyées à vos adhérentEs ?

la totalité	6
plus de la moitié	11

moins de la moitié	34
Aucune	39
une lettre ? quelle lettre ?	7

VIDEOS

Produisez-vous des vidéos ?

Oui	13
Non	91

Utilisez-vous les vidéos de Solidaires ?

Oui	69
Non	36

Si oui, comment utilisez-vous ces vidéos ?

En envoyant le lien aux adhérentEs/sympathisantEs	40
En les publiants sur votre site internet ?	22
En les relayant sur les Réseaux sociaux ?	47
En les intégrant dans votre communication papier (lien, QR code...)	5
En les projetant lors de réunions/soirées cinéSolidaires...	8

En règle générale, que pensez-vous des vidéos produites par Solidaires ?

Parfaites	32
Un peu Cheap mais ça passe	41
j'ai un peu honte de les relayer	6

Vous trouvez que Solidaires produit

trop de vidéos	1
juste assez de vidéos	51
pas assez de vidéos	25

EXPRESSION SOLIDAIRES

Vous éditez votre propre journal ?

oui	22
non	78

Le journal expression Solidaires est-il distribué ?

A toutEs vos adhérentEs	19
A plus de la moitié de vos adhérentEs	17
A moins de la moitié de vos adhérentEs	37
Ils sont stockés dans un coin et envoyés à la déchetterie un soir d'hiver	22

Les affiches à l'intérieur du journal sont elles utilisées (locaux, panneaux syndicaux...)

à chaque fois	10
souvent	26

de temps en temps 51
jamais 12

Les dossiers centraux vous semblent-ils utiles?

oui 63
non 7
sans opinion 23

Le journal devrait-il être davantage le relai des publications des commissions de Solidaires ?

oui 38
non 7
sans opinion 51

Devrait-il être plus "graphique" (plus de visuels) avec moins de texte?

oui 27
non 39
sans opinion 30

Le format est en journal est

a conserver 39
à faire évoluer vers un format type magazine 41
a stopper, on a tout en ligne et par mail 8

Il faut un journal avec

plus d'articles 46
moins d'articles 11

MATERIEL MILITANT

Vous réalisez vos propres Brochures

oui 26
non 76

Les brochures de Solidaires sont-elles distribuées ?

A toutEs vos adhérentEs 20
A plus de la moitié de vos adhérentEs 18
A moins de la moitié de vos adhérentEs 55
Elles sont stockées dans un coin et envoyées à la déchetterie un soir d'hiver 3

Les brochures de Solidaires, vous en recevez

trop 18
juste assez 47
pas assez 21

Vous réalisez vos propres autocollants ?

oui 24

non 77

Vous utilisez les autocollants pour :

distribution aux adhérents	63
distribution lors d'événements	74
collage dans les entreprises / services	55
collage dans l'espace public	63
me recouvrir d'autocollants pendant une manif des plus réussie	50

Les Autocollants de Solidaires sont-ils distribués ?

A toutEs vos adhérentEs	17
A plus de la moitié de vos adhérentEs	33
A moins de la moitié de vos adhérentEs	39
Ils sont stockés dans un coin et envoyés à la déchetterie un soir d'hiver	2

Les autocollants de Solidaires, vous en recevez

trop	11
juste assez	53
pas assez	31

Vous réalisez vos propres Affiches ?

oui	33
non	69

Vous utilisez les affiches pour :

distribution aux adhérents	23
distribution lors d'événements	34
collage dans les entreprises / services	63
collage dans l'espace public	58
réaliser d'autres affiches à la main au dos des affiches reçues	11

Les Affiches de Solidaires sont-elles distribuées ?

A toutEs vos adhérentEs	7
A plus de la moitié de vos adhérentEs	19
A moins de la moitié de vos adhérentEs	51
Elles sont stockées dans un coin et envoyées à la déchetterie un soir d'hiver	9

Les Affiches de Solidaires, vous en recevez

trop	14
juste assez	47
pas assez	27

Vous diffusez les tracts de Solidaires ?

Quotidiennement	5
Hebdomadairement	12
Occasionnellement	79
Jamais	7

Les communiqués, Solidaires en produit

Trop	6
Juste assez	77
Pas assez	5

Ces premiers résultats seront travaillés en commission communication le jeudi 17 janvier.

Ce sont des chiffres bruts, on pourra avoir des pourcentages. On affinera les résultats selon le type de structure qui a répondu.

La moitié des structures n'ont pas de site internet et plutôt par manque de temps et de moyens.

Éléments intéressants : l'utilisation des pages des structures reste limitée, certaines ne connaissant pas ces pages. Pareil sur la partie interne du site, où beaucoup de structures n'accèdent pas ou ne savent pas qu'elle existe.

Pas mal de structures ont des pages FB, beaucoup moins Tweeter. Plutôt un manque de temps pour celles qui n'en ont pas.

Plutôt utilisation des mails en interne pour communiquer.

Note quotidienne et info solidaires : Infos solidaires moins utilisé par les structures, mais outils complémentaires.

Vidéos : moins de 15 % en produise en propre. Vidéos Solidaires plutôt appréciées.

Expression Solidaires : avis très partagés. Loin de l'outil qu'il devrait être. Beaucoup de sans opinions aussi. Sur les pistes d'évolution, il faudra affiner sur qui nous a dit quoi. Piste pour en faire un magazine, avis partagé à 50-50 ! Plus d'articles dans le journal est demandé.

Matériel, brochures, autocollants et affiches plutôt appréciés.

Pour les tracts : surprenant qu'ils ne soient diffusés qu'occasionnellement.

Réponse positive sur les formations sur la communication.

Solidaires 27 : format actuel du journal 50% de satisfaits et ... 50% d'insatisfaits. En changeant de format, les satisfaits de maintenant seraient peut-être aussi satisfaits de cet autre format. Si on n'essaie pas, on reste avec une moitié de mécontents.

Note quotidienne très bien, mais n'arrive pas à tout lire. Info solidaires est une compil intéressante. Comme toujours problème de temps et de moyens humains.

SNJ : analyse partagée avec Simon. Ne faut pas trop de mails sinon passe à la poubelle. Les réseaux sociaux sont actuellement indispensables et donc inquiet qu'il y en ait tant qui ne les utilisent pas.

Solidaires 62 : bon travail d'enquête. « Expressions Solidaires » pose question, se demande comment on peut vraiment se servir de ces journaux...comment ceux qui les trouvent utiles les utilisent ?

Relais de tracts très variable.

Derniers communiqués sont excellents, visuels version scotch, à garder.

Mails sont les moyens de toucher le plus de monde possible !

Abonnement aux réseaux sociaux circonscrits toujours aux mêmes, entresoi...donc comment toucher au-delà de nos cercles propres.

Sud Recherche EPST : pas d'inclinaison face à la communication néolibérale que sont les réseaux sociaux... construction à faire sur diaspora, et mettre ensuite lien FB.

Solidaires 44 : faire avec les réseaux sociaux, sont devenus indispensables. Se doter de militant-es à l'aise avec les multimédias qui construisent les outils et les mettent à jour, fb, twitter, site internet. Faut pas hésiter à y aller franchement. Faire la pub aussi du QR Code, bref vive le syndicalisme 2.0 !

Solidaires Auvergne : défend Expressions Solidaires même si en jette beaucoup ! Bons retours généralement, il faut en donner chaque fois que c'est possible. A distribuer sur manifs, lieux de travail,... gilets jaunes.

Solidaires Var : syndicats qui utilisent le journal sont ceux qui viennent au local mais ne viennent pas exprès ! Équilibre à trouver entre mails et papier pas évident. Les derniers matos papier très bien reçus

RS : contenus doivent être porteurs !

Souci sur luttes locales qui ne sont pas assez relayées au Solidaires local et être efficace sur les réseaux sociaux faudrait aussi voir à ne pas relayer n'importe quoi sur FB...faut vérifier la source, et faire des formations en ce sens !

Solidaires 75 : côté occasionnel des diffusions quatre page vrai faux voir aussi si possibilité de faire des tirages nationaux serait possible occasionnellement.

Découvrir Solidaires : extrêmement bien et utile, question de la souscription est-ce une bonne chose ?

Serait plus simple de questionner les structures, et c'est un bon outil de communication et de formation.

Sud Cam : Questionnaire très bien, note quotidienne également de même que vidéos et RS. Pour le journal, beaucoup moins utile : si version électronique d'expressions solidaires, économiserait 50.000 euros. Visibilité des affiches superbe !

Solidaires fin pub : bravo pour le questionnaire, audacieux et risqué. Sur le journal : 100 % des 2 % des adhérent-es qui le lisent sont 100 % satisfaits ! Difficultés sur le format, et le contenu. Problème sur demander plus d'articles...

Développement de sites locaux pour les solidaires locaux ? Pourrait favoriser la communication sur ce qui se passe localement.

Offre de formations que l'on peut faire à Solidaires : Développement site web, et le suivi sur ces éléments.

Sundep : bravo pour le questionnaire, se pose la question de la sécurité et qui peut lire ce qu'on fait ?

Difficultés de se contacter entre nous, pas suffisant l'agenda. Le militant-e multimédia est rare.

Solidaires CCRF : a mis cellule communication en place, et vraiment une différence d'âge sur la question de l'utilisation des réseaux sociaux.

Visuels qui ont été faits sont excellents. Le format A4 plaît énormément pour l'affichage, le reste ne rentre pas sur les panneaux syndicaux.

Journaux sont à disposition, mais outil qui apparaît le moins pertinent.

UNIRS : depuis deux mois ont un compte FB !!

Un jeune retraité s'occupe de ça, mais ça peut élargir la diffusion de ce qui part de chez nous.

Solidaires 56 : on pense que c'est un tout la comm, dont FB. Il faudrait un listing national des sites où alerte rouge et qu'il ne faudrait pas relayer !

Solidaires finances publiques : pourrait faire une commande globale, nous arrangerait. Visa a fait une liste des sites d'extrêmes droites.

Simon (SN) :

format du journal à conserver était dans la question, mais entend bien qu'on peut quand même faire des propositions.

Sur la police scotch, content que ça plaise.

Pour les réseaux sociaux, choix d'y être, on a encore dû intervenir pour qu'une structure ne relaye pas le site police.org. Pourra voir en commission communication sur les formations à faire.

On a décliné tous les formats sur le matériel envoyé, donc on peut trouver son bonheur ! Et ne pas hésiter à se servir quand on passe à la GAB.

Pas de problème sur commande globale.

Sur les listes ouvertes, suppose de la modération, et réflexion à pousser dans la commission communication, ainsi que des formations proposées.

<p>Point complémentaire : invitation du 1^{er} Ministre, grand débat national</p>
--

Point d'actualité : Nous avons reçu hier soir une invitation pour venir vendredi matin rencontrer Edouard Philippe à Matignon pour discuter du lancement du « grand débat national ». Au vu du contexte, des discussions d'hier, le SN propose de ne pas y aller.

Solidaires finances publiques : Solidaires FP va participer dans le cadre du grand débat pour porter ses analyses et faire de la pédagogie sur les questions de justices fiscales et gouvernementale, donc nous pensons qu'il est nécessaire de se rendre à Matignon.

Solidaires Puy de Dôme : il faut qu'on soit informé rapidement de ça, qu'il y ait une note là-dessus, et de faire savoir le plus largement possible pourquoi on n'y va pas, il n'y a pas de réponses politique du gouvernement.

Alsace : Pas de consensus chez nous. Sur le fond on sait qu'on ne va rien gagner. Il faut rappeler qu'on n'a pas signé le communiqué intersyndical indigne. On peut peut-être y aller même si on n'attend rien sur le fond. On peut y aller et claquer la porte, c'est un moyen de communiqué

Solidaires Saône et Loire : si on n'y va pas il faut le faire savoir. Sinon le communiqué est sorti hier soir pour « l'acte 9 », ça aurait été bien qu'on l'ait eu dans la journée.

Solidaires FP : On aurait aimé avoir le communiqué d'appel aux manifs de samedi d'hier en CN, avant qu'il soit publié.

Verveine (SN) : notre position sur le débat publique est une chose, s'y rendre demain en est une autre certes. Mais c'est juste de ne pas y aller en tant que Solidaires même si certains syndicats ont décidé de s'y rendre.

SN : Est-ce qu'il faut voter ?

Solidaires FP : On veut un vote.

SN : proposition d'un vote à main levée en attendant d'avoir la liste des présents. La proposition est de ne pas se rendre

Vote :

CONTRE : CAM, FP, Sud Autoroutes, Solidaires Finances Publiques

POUR : Le reste
ABS : Paris, Banque
NPPV : 71, Recherche, SNJ, Alsace

Rappel est fait concernant la souscription pour le livre « découvrir Solidaires »

5. Budget 2019

Trésorerie nationale : Trois documents sont distribués :

- Il y a le projet de budget
- Une note du SN suite aux affaires internes de FO concernant comment fonctionne les cotisations, les outils de contrôles internes, les remboursements des notes de frais, la façon dont sont rémunérés les membres du secrétariat national.
- Des extraits du rapport annuel de l'AFPN pour l'exercice 2017 (sortie en décembre 2018).

Le projet de budget 2019 a été travaillé dans le cadre du groupe de travail « cotisation/budget » qui a été pérennisé au BN de novembre. Il a été revu par la trésorerie nationale en intégrant le budget finalisé du CEFI et intégration des indemnités du CESE.

Les charges du budget sont équilibrées ligne par ligne, par les produits possibles, l'emploi des cotisations, et les financements liés au FPN (fléchés par mission 1, 2 ou 3).

1 767 501 Euros de budgets totaux avec : 545 657 euros de produits, 471 431 de cotisation, 55 876 euros sur le FPN mission 1, 118 000 sur le FPN mission 2, 576 536 euros sur le FPN mission 3.

A partir de là la question c'est que pour que le budget soit totalement équilibré il faudrait envisager une cotisation à 4,67 euros par an et par adhérent-e.

Sud Education : Nous on participe au groupe de travail et on est globalement assez satisfait de ce qui s'y passe. On a compris comment ça fonctionnait et vers quoi on veut aller. Juste une question : a un moment donné il était question de diminuer certaines lignes pour arriver à la cotisation actuelle. Dans le groupe de travail on a travaillé au maximum du possible sur le déplacement vers le FPN. Est-ce qu'il ne serait pas intéressant d'avoir aussi l'autre proposition pour discuter sur des choses concrètes

Sud recherche : dans le même sens puisque nous aussi participons à ce groupe. Globalement on est très satisfait de la démarche, on remercie la trésorerie qui consacre du temps. On est très satisfait de la nouvelle approche de la ventilation qui permet une sécurité juridique vis à vis de l'AGFPN. On est un peu moins satisfait en ce qui concerne notre sécurité financière puisque nous restons très dépendant sur des dépenses clefs des FPN. On ne refuse pas d'utiliser le FPN mais il faut pouvoir aller vers un financement par des ressources propres. ON regrette que la réflexion n'ait pas été engagé entre toutes les orgas sur ce qui pourrait être pris en charge collectivement dans Solidaires (ex : documentations juridiques, agences de presse...). On est quand même content du progrès.

SUD Culture : on a participé au premier groupe de travail mais pour des questions d'emploi du temps on n'a pas pu participer sur la suite. Question sur 2019 : les montants sont-ils calqués sur ceux de 2018 ou y a-t-il eu des modifications ? Si oui sur quelles lignes ? Sur la question des cotisations, pour nous ce n'est pas possible parce que ce serait sans fin. Nous n'avons pas su gérer correctement collectivement la question des embauches dans Solidaires. Tant que ce n'est pas résolu toute hausse des cotisations sera sans fin. Problématique pour nous : comment arriver à discuter et réfléchir autrement que la hausse des cotisations. Pas de blocage de principe mais le motif ne nous paraît pas le bon. Il faut aussi vérifier que tout le monde verse bien les cotisations à hauteur de ses adhérent.es. On pense que les financements doivent être fléchés sur les Solidaires locaux plus que sur les structures nationales.

SUD Cam : On participe aussi au groupe de travail. C'est très bien. C'est une bonne évolution, on va vraiment plus dans le détail. On aimerait dans le futur avoir des points sur des niveaux de dépenses semestriellement pour faire le point. On rejoint SUD Culture sur l'histoire des cotisations : avant d'augmenter il faut que tous ceux qui doivent cotiser cotisent. On pense qu'il n'y a pas besoin de 100 000 expressions Solidaires, plutôt 30 000 et que l'argent dégagé doit aider les Solidaires locaux. La semaine prochaine on a nos instances, on fera d'éventuelles propositions sur le budget. On pense qu'il serait intéressant de connaître le nombre d'adhérents qui adhère à des Solidaires locaux mais qui n'appartiennent pas à des structures pour savoir le nombre réel d'adhérents.

Solidaires Finances Publiques : Solidaires FP participe au GT sur la trésorerie. On se félicite qu'il y ait plus de rigueur. On est content du GT, de la technicité engagée. Néanmoins, Solidaires FP avait fait des propositions d'augmentation de cotisation palier. Augmenter les cotisations n'est pas un gros mot, mais ce n'est pas bien de le faire pour équilibrer un budget. Il faut une projection à 4,25, une projection avec l'inflation (4,35) et une avec les 4,67. Il faudrait avoir les autres vu que celle de 4,67 présentée aujourd'hui. On considère que s'il faut refaire des propositions, il faut revoir la politique de développement des Solidaires locaux. Certaines lignes peuvent être taillées dans le vif, comme expression solidaires.

Sud Ptt : Ok sur le groupe de travail qui est un truc super utile. Ça fonctionne. On arrive à creuser les dossiers. La présentation est bien faite, on comprend bien les ressources. On a une lecture qui peut être plus politique. On est demandeur à SUD PTT d'une photographie d'où en sont les Solidaires locaux. On avait demandé à ce que le CEFI vienne au GT vu l'importance de sa comptabilité. Coup de chapeau à Catherine qui fait la saisie de la comptabilité. Il faut optimiser au maximum les abonnements. Il faut voir les besoins. Sur la cotisation ... il ne faut pas oublier de faire une campagne d'adhésion. OK avec l'idée de Solidaires FP pour avoir plusieurs hypothèses pour travailler, ça peut être dans le cadre du groupe de travail. S'il faut voter ce budget on le votera. C'est bien de prévenir si on sait qu'on doit voter

Solidaires 71 : UN grand merci au travail de la trésorerie et de la commission, on y participe aussi. Cette présentation permet de dédramatiser et de décrire la situation. ON avait une question : sur les demandes de subventions 2018, comment et quand elles seront honorées ? ET lors du CN exceptionnelle en 2018, on avait évoqué la question de la question de l'option d'achat de la Grange aux Belles. La proposition de Solidaires FP est bonne. Lors d'un CN précédent on avait demandé une sanctuarisation d'un budget pour les SL. Ça existe, c'est bien. Il peut y avoir une discussion pour peut être favoriser plus les SL.

Cécile (SN) : Quelques éléments de compléments : on progresse de plus en plus sur ces questions de trésorerie, en particulier sur l'appropriation du budget par les structures pour avoir conscience que c'est de leur budget dont il s'agit, pas celui du SN évidemment. Sur la question des cotisations : au sein de Solidaires, ça a toujours été quelque chose d'assez compliqué. Néanmoins on est une des interpros qui a un taux de cotisation des structures nationales qui est hyper faible. C'est peanuts pour faire fonctionner un outil que tout le monde ici pense important dans une période sociale majeure pour le syndicalisme de transformation sociale. La proposition de hausse de 10 centimes pourra peut-être faire consensus, mais au final on parle en gros de 1000 euros donné à l'interpro... Enfin, il faut faire attention à une dernière chose. On se dit depuis des années que si Solidaires touche des fonds externes, ils ne sont pas pérennes. Donc il nous faut plus d'autonomie et d'indépendance. Or nos salariés, c'est que sur le FPN, pas sur nos fonds propres. Dans le tableau il est clair que la hausse des cotisations ne servira pas à payer des salariés. C'est bien une demande pour avancer sur notre projet interpro et sur la reconstitution de réserve pour l'union.

CCRF&SCL : Pour nous le montant de hausse de cotisation en soit n'est pas énorme même si c'est plus en pourcentage. On a quand même quelques réserves : l'estimation du nombre d'adhérents est supérieure par rapport aux dernières présentations. Il faut plus de transparence là-dessus. L'augmentation est liée au congrès. Il ne faut pas que ce soit le prélude d'un dérapage avec plus de dépenses et moins d'entrée. On est d'accord pour baisser le nombre d'expressions solidaires. Il faut vraiment faire le lien avec le congrès. On n'est pas impliqué dans les SL, mais c'est un tout et il ne faut pas que tout augmente.

SUNDEP : Nous aussi nous avons participé le plus possible au GT, ça permet d'avoir une meilleure visibilité et de s'approprier le budget. Il faut d'avantage penser aux SL et favoriser au maximum leur développement. Pourquoi ne pas diminuer certaines lignes budgétaires ? ON n'a pas vu de réelles économies dans le budget prévisionnel. Pourquoi et comment certaines lignes budgétaires pourrait être dépassé, pas comme l'année dernière ? Pourquoi au dernier BN on serait en dessous de 100 000 adhérents et maintenant on est au dessus ?

FPA : Il me semble que le vote du budget est une compétence du BN ? Dans le contexte qui est le notre, avec les licenciements qui vont toucher une cinquantaine d'adhérent.es on ne peut augmenter nos cotisations. On a besoin de lutter contre le plan de licenciement. On ne peut pas voter une hausse des cotisations.

Véronique (SN) : au BN de décembre il a été présenté ce budget un peu modifié. Il y avait eu avant ce BN un CR du GT fait indiquant les propositions de modifications de lignes budgétaire. S'il y a un souci sur les hausses de cotisations, le GT se réunit le 16 janvier et fera des propositions pour le BN de février. La question aujourd'hui est de voir si on va vers une piste de hausse des cotisations ou si on doit baisser le budget d'environ 46 000 euros sur les lignes financées par les cotisations pour arriver à une cotisation à 4,25 euros ou 4.35 euros comme proposé par Solidaires Finances Publiques. Il faudrait que ce Comité National nous donne un mandat clair pour pouvoir travailler dessus le 16 janvier lors du groupe de travail cotisations/budget.

Solidaires 54 : Je me retrouve complètement dans l'intervention de Cécile. C'est la construction de notre interpro. C'est 42 centimes par adhérent.e, 42 euros pour 100. J'espère que ce budget va être voté comme il est présenté, ça témoignera de notre construction et d'avancer vers une certaine autonomie. Pour les grosses organisations, comme Santé Sociaux (la mienne), ça ne va pas nous gréver nos budgets.

Sud Recherche : Il faut comprendre que pour les organisations qui veulent limiter l'augmentation de cotisation, il faudrait dire quelle ligne il faut toucher pour ça. LE journal n'est pas concerné par les cotisations.

Sud Education : il va falloir tenir le budget au delà de la présentation, on a déjà un problème pour les prévisions pour le congrès.

Sud Culture : Nous ne sommes pas opposés par principe à une hausse des cotisations, c'est le contexte qui déconne, avec un salariat qu'on n'est pas en capacité de financer. Il se pose la question des échéances réelles de la façon dont les salarié.es du développement dans le secteur privé seront repris en charge par leurs organisations. D'autres fléchages pourraient être fait différemment...

SUD Cam : Ce n'est pas une question de montant à payer mais de principe : on augmente les cotisations s'il y a quelque chose de concret et d'avérer. Le financement du journal pourrait servir aux Solidaires locaux. Pour SUD Cam pas de logique et le budget déborde encore.

Réponse du SN :

Il y a trois leviers : charges, cotisation, FPN avec des hausses ou des baisses. Si on veut rester à 4,25 euros par an de cotisation il faut regarder la colonne trois. Le journal est financé par le FPN. En réalité on a déjà beaucoup trituré les prévisions de charges.

Il y a des choses plus dures à prévoir (comme pour les lignes de soutien en cas de pépins), mais il y a des choses qui ne dépasseront pas. Sur l'approche palier proposé par Solidaires Finances Publiques, je dirais que le budget d'une interpro est plus imprévisible que le budget d'un syndicat ou d'une fédération nationale. L'approche de notre budget est : on a des charges, on doit les financer (et non on a des ressources on voit ce qu'on en fait). C'est compliqué de faire autrement sinon ça peut gripper notre fonctionnement.

Plus important : on doit reconstituer des réserves, rien que pour des questions techniques et comptables pour utiliser les FPN. Sur l'emploi des financements 2018, ce sera pour le CN d'avril 2019. Pour répondre au Sundep : on n'a pas reçu encore toutes les cotisations 2018, il y en a qui arrive en retard, donc ça

s'actualise et ça permet de savoir combien on est d'adhérent.es. C'est bien le BN qui vote, mais il nous semble important de présenter le budget en CN. Sur l'option d'achat, il n'y a eu aucun mandat sur la question. Le 16 janvier le GT se réunit. Il faut des décisions et un mandat clair pour travailler. Nous avons entendu des organisations a priori OK pour ce budget-là. D'autres proposent une hausse liée à l'inflation (passer de 4,25 à 4,35) d'autres ne veulent pas augmenter du tout. Est-ce que ça veut dire qu'il y a travail sur un budget à 4,25 et un à 4,35 ? Dans ce cas il faut des propositions des structures pour dire ce qui diminue comme dépenses prévisionnelles pour présenter trois propositions au lieu d'une.

Présidence : Les structures sont-elles d'accord pour travailler sur ces hypothèses ? Pour rappel ; la cotisation n'a pas été augmenté depuis 2015, et il faudrait rattraper l'inflation depuis 2015 et non depuis 2018... Y a-t-il une opposition complète et totale pour présenter les 3 propositions au BN de janvier ? Y aura-t-il des véto ? Il s'agit de ne pas faire du travail

Sud Culture : Nous n'avons pas de mandat pour aller au veto sur ce type de question. On peut travailler sur des hypothèses mais on souhaite qu'apparaisse la question de la reprise en charge des structures des salarié.es. Nous ne pourrons pas être présent à la réunion du 16, c'est un mercredi et peu propice pour les camarades qui ont des enfants.

Sud Cam : on n'est pas opposé à travailler sur les hypothèses. On en reparlera la semaine prochaine au groupe de travail.

Trésorerie : il y a un groupe de travail « salariat dans Solidaires » le 21 janvier.

Présidence : il est toujours possible d'envoyer des propositions si on ne peut pas venir au GT.

A la suite de ces échanges, 3 autres points sont présentés.

Le SN demande un mandat pour pouvoir lancer l'appel à cotisation sans attendre l'adoption du budget, comme cela a été fait l'an passé.

En réponse aux organisations (SUD Cam, Solidaires FP) qui demandent sur quelle montant cette demande sera effectuée, il est répondu que cela sera ferait sur la base actuelle (4,25) quitte à réajuster ensuite.

Le SN demande un mandat pour régler les charges courantes (loyer, électricité etc...) et les salaires sans attendre l'adoption du budget, comme cela a été fait l'an passé.

Le SN présente la demande de Solidaires 33 concernant une aide financière (8 000 euros) pour l'organisation d'un festival contre le racisme et contre les idées d'extrême droite (forum, débats, concert, etc.).

Voilà la note lue pendant ce Comité National :

Solidaires 33 sollicite le conseil national de Solidaires pour obtenir un financement à hauteur de 8000€ pour la tenue d'un festival nommé "festival contre le racisme et les stéréotypes" qui se tiendra à Cenon (près de Bordeaux) le 11 mai 2019 prochain.

Le programme sera composé d'ateliers débats sur les questions de racisme et stéréotypes, leurs omniprésences sur la scène médiatique et comment le syndicalisme peut aider à tordre le cou aux idées reçues véhiculées très largement dans la société française. A la veille des élections européennes, il semble plus que jamais important d'essayer de débattre de la façon le plus large possible de ces questions avec des militant-es de l'intersyndicale, des adhérent-es sympathisant-es habitant-es des quartiers populaires de Bordeaux.

Nous souhaitons faire un prix d'appel pour les tickets à 10€ prix conscientisé en expliquant que l'on peut donner plus et en expliquant ce qu'implique une telle manifestation. Nous organiserons une pré-vente de ces billets.

Nous avons décidé de rémunérer les artistes et techniciens bien que beaucoup nous avaient dit pouvoir venir gratuitement, sur le principe que tout travail mérite salaire.

Le festival a lieu rive droite de Bordeaux dans les quartiers populaires pour permettre aux habitants du quartier s'ils le souhaitent de se joindre à nous. Il se tiendra donc en deux temps des ateliers débats l'après-midi de 14h00 à 17h30. Une table de presse sera présente. Un dessinateur Urbs croquera les débats pendant l'après-midi.

Nous souhaitons inviter VISA, le collectif Bordelais "Pavé Brulant", nos camarades de la région Solidaires Aquitaine, Annick Coupé pour Attac, un à 2 membres du Secrétariat National, un membre de la commission antifasciste de Solidaires pour nous aider à animer les débats.

Puis de 18h00 à 19h30 dans la même salle (600 places assises) se tiendra une pièce de théâtre avec HK "le coeur à l'outrage".

Enfin de 20h00 jusqu'au dernier tram 3 concerts auront lieu dans une autre salle (450 places debout) avec La Resaka Sonora (groupe local ska) Los Tres Puntos (groupe Ska Punk) Sidi Wacho (groupe Cumbia Rebelde).

SUD éducation souhaite savoir sur quelle ligne budgétaire cela serait pris, le SN propose que ce soit sur la ligne « manifestations/propagande »,

Ces 3 demandes sont adoptées au consensus.

6. Journée Solidaires locaux le mardi 2 avril

Préparation des journées de réflexion et d'échanges, des pratiques des Solidaires locaux (Avril 2019)

Accolée au CN de janvier 2016, nous avons consacré une journée nationale aux Solidaires locaux. Nous vous proposons une nouvelle journée des Solidaires locaux, le mardi 2 avril 2019 accolée au CN (3 et 4 avril) dans les locaux nationaux (31 rue de la Grange aux Belles, 750110 Paris).

L'objectif de cette journée, qui pourrait gagner en régularité, est de permettre aux Solidaires locaux partager leurs expériences concrètes, mais aussi de faciliter la réappropriation des outils de l'Union. Cette journée est évidemment ouverte aux structures nationales.

Nous proposons d'organiser la journée en atelier pour faciliter le travail en groupe et des temps cours de mise en commun. Il sera proposé en amont une préinscription pour les ateliers pour faciliter leur mise en place logistique. Les thèmes proposés prennent en compte les positions du congrès de 2017, les discussions dans le cadre de la commission « développement/syndicalisation » ainsi que les échanges durant les « journées stratégies » de septembre et novembre.

La préparation des ateliers est ouverte : les Solidaires locaux qui veulent participer en amont peuvent se signaler à contact@solidaires.org pour constituer un groupe de travail. Les Solidaires locaux qui le souhaitent pourront envoyer des contributions sur les thèmes abordés jusqu'au 17 mars. Une synthèse de ces contributions sera envoyée la semaine du 18 mars.

Cette journée sera aussi l'occasion de remplir un questionnaire pour avoir une photographie plus précise concernant les moyens (financiers, locaux, capacité d'impression...), les structures adhérent.es et participantes aux Solidaires locaux.

Deux documents de synthèse, outils pour les Solidaires locaux seront également réactualisés ou finalisés d'ici la rencontre :

Le fonctionnement de Solidaires (comment se procurer le matériel, monter des formations, trouver les bonnes informations interne).

Les règles de fonctionnement de Solidaires concernant les demandes internes de financement et les règles de bases concernant les obligations légales des trésoreries des Solidaires locaux.

Proposition d'ordre du jour de la journée (à valider au CN)

9h30-10h00 Accueil

10h-10h15 Présentation de la journée

10h30-12h Ateliers du matin

- Avoir des locaux ouverts, des permanences publiques : quels enjeux, quelles fonctions, quelles priorités ?
- Quelle communication interprofessionnelle locale (campagne de syndicalisation et visibilité auprès des salarié.es, auprès des médias de l'action syndicale, des luttes et des grèves).
- Faire face à la répression (arrestations, violences policières, procès...) : les bons réflexes.
- Construire des formations syndicales (comment trouver des animatrices/teurs au niveau local et avoir un éventail de formations)
- Collectifs locaux (en lien ou non avec des campagnes nationales de Solidaires) : quels cadres unitaires, comment participer, les impulser.

12h10-12h45 Synthèse collective des ateliers du matin

12h45-14h Pause repas

14h15-15h45 Ateliers de l'après-midi

- Quelles expériences de syndicalisation des précaires et « uberisé.es » ?
- Création de sections syndicales, lien avec les structures nationales, gestion/participation d'adhérent.es isolé.es...
- Aider des sections/syndicats sur les élections CSE : les priorités, les pièges à éviter
- Fonctionnement de nos interpros : faire participer les structures, réflexions sur l'animation et les pratiques à mettre en place pour rajeunir, faciliter la participation des femmes, des personnes racisées, des camarades venant de secteurs « à faible présence/habitude syndicale ».
- *Possibilité d'un atelier en plus en fonction des demandes/proposition en CN de janvier*

16h-16h45 Synthèse collective des ateliers de l'après-midi

16h45-17h15 Bilan collectif de la journée

Solidaires 54 demande que des choses soient revues avec la commission formation syndicale concernant plusieurs ateliers,

SUD CT juge important la présence des structures professionnelles nationales.

Solidaires 75 est très favorable à cette journée, en insistant sur la nécessité de la présence des structures professionnelles, et du lien nécessaire avec les commissions nationales (formation...).

Solidaires 83 souhaite que soit abordée la problématique des moyens, humains et financiers, pour faire vivre les Solidaires locaux... et s'interroge pour savoir combien de cotisations des 101 000 adhérent-es sont réellement versées par les structures à leurs Solidaires locaux, sachant que certaines structures qui ont des moyens ne participent pas,

Solidaires 62 rejoint Solidaires 83, y ajoutant la question des locaux, des subventions, de l'harmonisation des cotisations. Solidaires 62 s'interroge, comme le 54, sur le lien avec la commission formation, par exemple sur le CSE. En lien avec la commission syndicalisation, Solidaires 62 pointe les dangers liés à la baisse des moyens (mise en place des CSE, baisse des moyens FP) et les conséquences sur la vie locale interpro.

Le SN précise que contact a été pris avec le CEFI, que comme l'indique la note un questionnaire sera proposé lors de cette journée pour mieux connaître la réalité des moyens et besoins des Solidaires locaux,

et souligne que la période pré-élections municipales est un bon moment pour faire pression sur les mairies pour obtenir des locaux.

Il est important que les camarades qui souhaitent s'investir dans cette journée et préparer cette journée se fassent connaître rapidement.

7. Congrès

Lors du Comité National des 3 et 4 octobre 2017, deux propositions ont été présentées par la région Grand Est pour que se tienne le 8ème congrès de l'Union syndicale Solidaires du 8 au 12 juin 2020 : une à Vitte et l'autre à Gerardmer.

La proposition de Gerardmer a été écartée ne remplissant pas le cahier des charges.

Concernant la proposition à Vittel, même si elle correspondait au cahier des charges, le Comité National d'octobre ne s'est pas prononcé pour.

Suite à ces différents échanges et votent lors du Comité National des 3 et 4 octobre 2018, le Secrétariat National avait proposé de repousser au Comité National de janvier 2019 une éventuelle décision dans l'attente de candidatures qui correspondraient scrupuleusement aux besoins, que ce soit à travers une nouvelle candidature unique de la part de la coordination Grand Est ou émanant d'autres régions.

À ce stade, aucune autre région ne s'est portée candidature pour l'organisation de notre futur congrès et la seule proposition actuelle est toujours celle de Vittel.

Les camarades volontaires pour la tenue du congrès à Vittel, ont pu obtenir entre temps une remise de 3561€ sur montant global ce qui représente un coup de 643€ par congressiste.

Ce Comité National devra se positionner sur cette proposition tout en sachant que certaines de nos structures ne pourront peut-être pas assumer les 643€ par participant-es.

Si cette proposition n'était pas retenue par ce Comité National, le prochain congrès de notre union devra donc être décaler le temps d'avoir de nouvelles candidatures.

Charges TTC	Réalisé 2017 Saint-Brieuc	Devis Vittel
Réalisé/Devis établi sur la base de	450 per- sonnes	450 per- sonnes
Espaces travail	20 583 €	20 901 €
Hébergement	91 381 €	232 468 €
Restauration	71 761 €	
Repas de Clôture		16 750 €
Vidéoprotection, captation vidéo, sonorisa- tion	21 583 €	22 978 €
Eclairage, personnel technique, démontage		
Total 1	205 308 €	293 097 €
Remise suite au CN d'octobre 2018		
Salle Epinal		964 €
Annulation salle 3a +L Lumière"		2 597 €
Total remise		3 561 €
Total 1-1		289 536 €

Rapport postes/ nombre personnes	457 €	643 €
Autres charges		
Remboursement frais de transports	25 949 €	
Vote boîtier électronique	18 114 €	11 702 €
Matériel congressiste (livrets)	11 683 €	
Copieurs	500 €	
Véhicule de location	3 011 €	
Total 2	59 257 €	
Total 3	264 565 €	

Compléments à la note :

- Sur le site de Vittel, même s'il remplit le cahier des charges, le site est en décalage avec ce que revendique Solidaires. : club Med avec installations assez luxueuses. Décalage il y a quelques mois mais peut apparaître plus important dans la période actuelle.
- L'augmentation de la participation serait d'environ 186 euros. Lors des deux derniers congrès certaines organisations n'ont pas réglé leur participation.

On peut imaginer que le choix de Vittel pourrait :

- Augmenter le nombre de structures ne payant pas avec les conséquences sur le budget national.
- Pourrait causer des difficultés aux structures qui ne sont pas financièrement capables de payer et décideraient de ne pas venir.

Le SN appliquera évidemment le vote, mais savoir que l'acceptation du site de Vittel nous mettrait dans une situation difficile et il n'y est pas favorable.

Point financier : La prise en charge des frais des solidaires locaux est faite le national.

Implique 186 euros de différence par congressiste. Donc des coûts très supérieurs pour le national.

Pas provisionné aujourd'hui dans le budget de Solidaires.

SNABF : Question sur les 450 congressistes, est ce imposé ?

Est ce que si on en envoie moins on doit payer la facture quand même ?

Pas eu de demande au SNABF de combien de participant-es seront envoyés.

SUD Education : Interrogation sur le devis comparatif ST Brieuc et Vittel.

Y a-t-il d'autres compléments hors les boîtiers électroniques (60000 euros en 2017)

SUD Educ s'est déjà exprimé... malgré la ristourne, coût pour l'union syndicale et les structures est trop important.

Pas pour.

UNIRS : Pas de mandat ni de droit de vote, mais pour avoir assisté à tous les congrès... si lieu confortable, plus que confortable, risque de décalage, de plomber les relations. Ne pas donner une image de nous « plus que confortable ».

Ne pas réduire le nombre de délégué-es, pour que ceux qui y vont soient dans le luxe.

Solliciter ST Brieuc, St Jean de Mont, Dunkerque... où des congrès ont déjà eu lieu.

Haute Savoie : En mon nom, pas du tout raisonnable, club Med... essayons d'être modestes. On peut être convivial en étant plus simple.

SUD CT : Budgets des derniers congrès avait déjà fait des remous, donc ça ne passera pas. Pb : la désaffection des solidaires locaux, d'habitude deux candidatures.

Solidaires finances publiques : Pb sur la présentation de ce budget, sujet de coût mais aussi dette de certaines organisations.

Solidaires finances publiques organise aussi un congrès à 450 personnes.

Prochain à Biarritz, chaque syndicat qui organise un congrès rencontre les mêmes difficultés. Frais de transports peuvent être un peu plus importants qu'à St Brieuc.

Possible de faire baisser le prix via le repas de clôture (16000 euros). Si cette proposition est rejetée, cela impliquera report du congrès, si tant est qu'il y ait des candidats. Pb prorogation des mandats des co-délégué-es.

Une structure qui ne paie pas sa cotisation pose problème au regard de 1 syndicat 1 voix. Donc si ne paient pas, ne votent pas.

Solidaires Isère : Sollicités par le SN suite organisation du congrès de SUD PTT. On a déjà un devis pour le congrès de SUD PTT, 284 euros sans transport, sans boitier, papiers... Prêts à poser la candidature, pb de moyens humains. Besoin d'un équivalent temps plein pour un an, sinon trop difficile.

Solidaires 54 : On oublie que le Grand Est avait deux candidatures, Gérardmer aussi, Appris dans la note que ne correspondait pas au cahier des charges. Le projet avait été monté parce que Vittel posait problème.

Candidature de Gérardmer n'est pas disparue, ne sait pas pourquoi elle posait problème pour le cahier des charges. Surtout problème de salles de commissions pas attenantes au congrès, problème de timing dans le congrès sinon ok.

Ce n'est pas un congrès sous tente, hôtel, 350 personnes sur Gérardmer, les autres un peu plus loin.

255 000 euros, espace lac offert par la municipalité ; Autour de 540 euros par personne.

Cécile : Depuis St Jean de Mont, congrès en juin, habituellement en novembre, les grandes confédérations pareilles. Là où c'est moins cher. Ça baisse assez fondamentalement des coûts.

Revenir à un congrès en novembre, question se pose quand on a des problèmes financiers.

Première fois qu'on a une région qui n'a pas été capable de se mettre d'accord. Si une des villes perd, que vont faire les militant-es. Pas de concurrence extra-régionale mais intra-régionale.

Conscience que pour les sortant-es du SN, il y aura des problèmes de réintégration avec des dates floues.

Ce qui impliquera la prise en compte de ces éléments par les structures nationales.

Situation du prochain SN est limite, 7 départements, et restent beaucoup de temps partiels.

Décider le report.

Solidaires CCRF : Déjà prononcé-es : pour le report, budget (1,5% d'augmentation du budget), image, démocratie.

Difficile de dire qu'il y a problème sur le budget et dire que proposition de Vittel ok.

Gérardmer a été écarté.

Vittel : dans un club Med en all inclusive dans la France des gilets jaunes... Plus chers que nos propres congrès même si nous ne sommes pas un syndicat pauvre.

Des structures qui n'ont pas les moyens ne pourraient pas participer. Le congrès doit être le plus accessible pour toutes les structures. Pas de problème pour le mandat de la camarade mise à disposition.

Solidaires Alsace : Ne comprend pas les propos sur la concurrence intra-régionale. Les Solidaires locaux apporteront leur aide quelque soit la ville. Les Solidaires locaux sont en difficulté.

SUD Culture et médias : Question de cohérence avec le budget. Plus ce sera cher moins de structures viendront. Revenir à un congrès hivernal. Organiser la relève.

Solidaires finances publiques : Pas que les co-délégué-es, nous aussi avons besoin de savoir quand va se tenir le congrès, parce que des militant-es du syndicat pourront ou non rejoindre le SN.

Provisions pour le congrès à Solidaires finances publiques sont le double pour des coûts équivalents.

Solidaires 88 : Solidaires Grand Est, créé récemment avait décidé de se porter candidat, prix très peu élevés sur Vittel, et une deuxième possibilité offerte avec Gérardmer. On a travaillé sur deux dossiers, Gérardmer écarté, Vittel écarté mais pas sur cahier des charges, tout est all inclusive obligatoirement.

Frais annexes, 7000 euros de moins qu'à St Briec sur le vote électronique. Pas de transports une fois dans le congrès.

Se demande si volonté d'écarter le Grand Est. Possible de faire sans le repas de fin de congrès. On prend acte qu'on n'en veut pas.

Bon courage à ceux qui organiseront le prochain congrès.

Aujourd'hui « club Med » alors que la question n'était pas posée la dernière fois. Installation de luxe pas utilisées.

Heureux d'aller au prochain congrès, peut être moins cher, plus de provisions... moins cher parce que plus de temps entre deux congrès.

Éric : Depuis le début de Solidaires, les congrès ont évolué sans qu'on ait réfléchi sur l'évolution. On a laissé les choses évoluer. Dans chacune de nos organisations, plein de façons de faire les congrès, pas un qui soit pareil aux autres. Pas inutile de prendre le temps de réfléchir à ce que doit être le congrès. C'est le hasard, même si les camarades du Grand Est ne le prennent pas bien.

Sur le coût et sur la forme, coût de plus de 600 euros par congressiste, du mal à faire participer... ça doit nous interroger. Créteil, Bobigny en hiver, St Jean de Mont au printemps, ce n'était pas un choix, report au même prix.

Pb aussi sur la forme, la durée... de plus en plus denses, brassage large nécessaire.

Se donner le temps pour que notre prochain congrès soit une réussite. Ne dépend pas que du secrétariat.

SN : Cases vides du budget, on n'a pas les montants à ce stade.

Ok pour re-soliciter les anciens lieux de congrès mais problème de disponibilité des équipes, un des sites a été revendu...

Sur Gérardmer : on avait listé des éléments qui nous semblaient sous-dimensionnés : éloignement transport, salle de restauration, salles de commission, hôtels éloignés nécessitant des navettes supplémentaires.

450 congressistes : c'est une moyenne de nos congrès. Solidaires locaux : 2 à la charge de Solidaires national (+1 s'ils prennent en charge), pour les structures selon le nombre d'adhérent-es.

A chaque congrès, décision sur la modalité de financement : en 2014 les structures devaient payer en fonction du nombre de délégué-es auxquels elles avaient droit. Ça a changé au congrès suivant. Plus compliqué à organiser. Structures payaient après.

Là proposition de payer au moment où on inscrit les délégué-es.

Pas mêmes modalités à chaque fois, sera à valider plus tard.

Propositions :

- Acter le déplacement du congrès à l'automne/hiver 2020.

- Entendu proposition de l'Isère. Décider au CN d'Avril. Pas interdit à d'autres solidaires locaux de faire des propositions.

SUD Culture et Média : Structure pas favorable à ajouter le coût d'un ETP sur un an.

Solidaires Finances publiques : Congrès aussi en mai 2020.

Demande si rétroplanning d'écriture des textes.

SN : Rétroplanning et contenus présentés en avril.

Le Comité national n'a pas d'objection pour un report du Congrès à l'automne/hiver 2020.

8. Journées « Stratégie »

Voir note

SUD CT : SUD CT à l'origine de la demande, satisfaite de mise en place.

Pistes ouvertes par mobilisation des gilets jaunes, préfère ateliers pratiques.

Peu de Solidaires locaux, sans eux pas suffisant.

Demande que le groupe statuts se remette en place, même si ça ne débouche pas au prochain congrès, statuts inappropriés.

SUD Recherche EPST : Du mal à faire face aux engagements, donc journée par journée.

SUD Commerce et services : Procéder de cette façon et ensuite refiler les sujets à la commission syndicalisation.

Cartographie, on n'avancera pas sans désigner des personnes.

Caisse de grève, désaccords, mais ne pas attendre le congrès.

Période d'élections CSE, demande film dans expression directe.

Ne pas hésiter à aller aux invitations de négociation des protocoles.

3 entreprises où nous venons de créer des sections, BIO c bon, SFR distribution, gilets SUD commerce disponibles

UNIRS : Courrier aux 400 personnes du fichier militant, dans les témoignages des personnes qui participent ou non au mouvement des gilets jaunes : se poser des questions sur les moyens d'action (les manif où on nous dit où aller), la grève mais aussi l'action hors de l'entreprise, actions syndicales en tant que consommateurs, coordonner producteurs-consommateurs, à qui on s'adresse, comment ?

Pb du gouvernement, mouvement soutenu par l'opinion publique, comment faire pour que l'action syndicale soit soutenue aussi.

La radicalité de certaines actions dans et hors de l'entreprise avec une radicalité qui soit comprise. Ex le boxeur soutenu avec la cagnotte...

Syndicat de masse et de classe, parfois on est l'un ou l'autre ou rien du tout, avoir une réflexion sur le résultat des élections.

SUD Cam : Plusieurs journées thématiques, bien, plutôt journées séparées.

Travailler à court et moyen terme.

Ateliers pratiques, retourner sur le terrain. Intéressant avant de faire appel à des intervenant-es extérieur-es.

Déjà entre nous matière à réflexion et à action.

Pratique d'enquête, très utile, mais ça ne passe pas que par la formation, aller là où il y a les gens de la rue, tracter à des gens qu'on ne connaît pas.

Solidaires 62 : Peu de solidaires locaux, on manque de bras, les moyens sont ceux que les syndicats nous donnent. Si SUD CT a la représentativité, demande à en profiter.

Ok pour négocier pour les CSE, mais pb de moyens humains et les structures fonction publique ne sont pas les plus formées pour ça.

Cefi a édité un guide élection.

4^{ème} session de formation sur protocoles dans le Pas de Calais.

Solidaires Finances publiques : Prévoir des journées séparées, donner les thématiques à l'avance pour arriver en ayant travaillé.

Participation en novembre, besoin de mutualisation des savoirs, des pratiques, très attachés à l'éducation populaire, important dans le contexte.

SN : Journée par journée,

Travail sur les pratiques

Travailler sur les angles morts du travail des commissions, les campagnes par exemple.

Pb sur la présence des solidaires locaux, déjà journée des solidaires locaux avant le prochain CN. Essayer qu'il y ait plus de présence.

Groupe statuts va naturellement se re-réunir, ne pas faire la même chose dans les journées stratégies.

Caisse de grève : peu de contributions, mais ne pas lâcher complètement le sujet. Mais pas prochain débat.

Peut être : gilets jaunes, moyens d'action, qui on veut toucher...

Ateliers sur les pratiques, pratiques d'enquête... et cartographie.

Envoi rapide d'un programme sur une journée, en mars.

SUD Recherche EPST : Ça doit rester des débats stratégiques, pas de la formation,

SUD Commerce et services : Groupe de travail sur élections TPE

Représentant syndical chez Deliveroo, auto entrepreneur

<p>Point complémentaire « Maraude syndicale »</p>
--

Solidaires 05 présente un projet local de « maraude syndicale » à la frontière à Mont Genève à côté de Briançon, dans le cadre des procès aux militant-es solidaires des migrant-es, et en réponse aux provocations des identitaires sur la frontière,

Localement, la CGT, la FSU et la Confédération paysanne sont intéressées, peut être aussi la Cfdt. Cela aurait lieu le samedi 26 janvier dans l'après-midi, et en soirée. Une nouvelle rencontre intersyndicale aura lieu la semaine prochaine pour caler précisément les choses,

Solidaires 05 souhaite que cette action soit relayée nationalement, y compris avec la présence de camarades du SN, des relais presse et de quelques aides matérielles, et précise que des hébergements militants sont possibles (en plus du train de nuit).

Verveine du SN demande si nous devons relayer cette question au niveau national à nos partenaires syndicaux, ou si ce sont leurs unions locales qui feront ?

Solidaires 05 répond que chacun-e gère au sein de son organisation,

Éric du SN propose sa présence lors de cette initiative.

Pour contacter les camarades : solidaires-05@orange.fr